CHRONIQUE POLITIQUE TUNISIE 2002.

Un référendum pour quoi faire ?

Éric Gobe^{*}

En Tunisie, l'année 2002 est marquée du sceau de l'ambivalence. Elle semblait se présenter sous les meilleurs auspices pour le régime de Ben Ali, les attentats du 11 septembre 2001 apparaissant comme du pain bénit. En effet, en revitalisant le rôle du président Ben Ali comme allié de choix dans la lutte contre le terrorisme islamiste, ces attentats ont fait passer au second plan la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales et ont revivifié la fonctionnalité de l'appareil répressif de l'État tunisien. Le pouvoir benaliste a profité de ce nouveau contexte international pour faire approuver rapidement par référendum une réforme de la Constitution qui « accentue jusqu'à la caricature le caractère présidentieliste du nouveau régime »¹. Mais l'adoption du projet d'amendement constitutionnel, bien qu'ayant levé l'obstacle juridique à la candidature du président Ben Ali en 2004, ne préjuge pas de la capacité du pouvoir politique à mobiliser le consensus dans cette perspective. En effet, le compromis social sur lequel s'appuie le régime pourrait être ébranlé par une situation économique difficile. Le taux de croissance qui n'était jamais descendu sous la barre des 4 %, a chuté à 1,9 % en 2002². La sécheresse qui a touché le pays pour la quatrième année consécutive a frappé de plein fouet une agriculture qui représente encore 16 % du PIB, en dépit de la diversification de l'économie tunisienne. Les attentats du 11 septembre et celui perpétré contre la synagogue de Djerba, au mois d'avril, ont contribué à faire chuter une activité touristique comptant pour 7 % dans le PIB³. Mais pire encore, par delà la conjoncture, la Tunisie paraît confrontée à une remise en cause de son modèle de capitalisme hybride largement financé par l'argent public. Or, le pouvoir benaliste a largement construit sa légitimité en faisant valoir une réussite qui allierait « stabilité politique, progrès social et prospérité économique ». Ne pas tenir ensemble les termes de cette équation pourrait

* Chercheur IREMAM-CNRS

1. Sophie Bessis, « Une réforme constitutionnelle sur mesure pour Ben Ali », *L'état du monde* 2003, Paris, La Découverte, 2002, p. 109-110.

2. Sophie Bessis et Kamel Jendoubi, « Du ralentissement économique au malaise politique. Un miracle tunisien aux pieds d'argile », *Le Monde Diplomatique*, mars 2003, p. 10.

3. Sophie Bessis, *op. cit.*, p. 110.

s'avérer politiquement déstabilisant à l'approche des échéances électorales de 2004.

Une révision constitutionnelle pour quoi faire ?

En octobre 1997, le chef de l'État avait fait adopter par le parlement la loi constitutionnelle 97/65 qui prévoyait l'extension de la procédure référendaire à la révision de la Constitution. Selon le nouvel article 76 du texte constitutionnel, le président peut soumettre à référendum les projets de révision de la Constitution, alors qu'antérieurement celle-ci n'était révisable que par la seule voie parlementaire⁴. Cette réforme de 1997 a pris tout son sens en cette année 2002 en permettant au président d'organiser un référendum autour de sa nouvelle réforme constitutionnelle dont le principal objectif est de lui permettre de briguer un quatrième mandat. En fait, le référendum de 2002, tout comme l'ensemble des consultations électorales intervenues depuis l'indépendance, a été conçu dès l'origine comme un plébiscite pour le président et sa politique. Les différentes organisations professionnelles, les associations satellisées par le pouvoir et les organes de presse proches de la présidence n'ont eu de cesse, pendant l'année 2001, « d'exhorter » le chef de l'État à continuer « l'œuvre de civilisation » entamée le 7 novembre 1987⁵. Une nouvelle étape est franchie le 13 février 2002, date à laquelle, le président Ben Ali annonce dans un message télévisé à la nation l'organisation d'un référendum constitutionnel. Le projet de loi constitutionnelle présenté à la Chambre des députés, réunie en session extraordinaire, le 27 février, prévoit de nombreux amendements à la Constitution. Mais la modification la plus importante, noyée dans le flot des nouvelles dispositions, est celle qui touche à l'article 39 de la Constitution : supprimant la limitation du nombre de mandats présidentiels à trois, elle permet au président Ben Ali d'envisager un quatrième mandat. Bien évidemment, le chef de l'État n'a pas évoqué cette perspective devant les députés réunis en session extraordinaire. Il a plutôt rappelé « sa foi dans les valeurs républicaines et les principes démocratiques » d'où sa décision, a-t-il fait valoir, « d'abroger la présidence à vie » instaurée par son prédécesseur, Habib Bourguiba (Discours du président Ben Ali reproduit par *Le Quotidien*, 28/02/2002).

Les autres amendements prévus par le projet de réforme (39 des 80 articles de la Constitution sont concernés) peuvent être classés en trois catégories. Certains constituent le simple énoncé de principes généraux ou de droits de l'homme. Le projet de loi proclame que « la République garantit les libertés fondamentales et les droits de l'homme dans leur acception universelle » et constitutionalise « les valeurs de solidarité, d'entraide et de tolérance entre les individus, les groupes et les générations », ce qui constitue un axe fondamental du discours de légitimation du pouvoir benaliste. Il stipule également

4. Pierre Settembrini, « Le point sur les aménagements du cadre juridique de la vie politique en Tunisie », *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1997, Paris, CNRS-Éditions, 1999, p. 333.

5. Khaled Ben M'barek, « Chronique politique Tunisie. L'élan brisé du mouvement démocratique », *Annuaire de l'Afrique du Nord 2000-2001*, Paris, CNRS-Éditions, 2003, p. 101-134.

que tout « citoyen a le devoir de protéger le pays, d'en sauvegarder l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité du territoire national ». Si l'on en croit l'exposé des motifs du projet de loi, il s'agit « d'enraciner » le « devoir de loyauté envers la Tunisie. »⁶ Une telle disposition pourrait servir d'argument au pouvoir politique pour poursuivre en justice les opposants qui se hasarde-raient à formuler des critiques à partir d'un média étranger.

D'autres changements sont en trompe l'œil et remplissent une fonction de leurre. Le projet énonce que « l'inviolabilité du domicile, le secret de la correspondance et la protection des données sont garantis », sauf, bien sûr, dans les cas prévus par la loi. En outre « la garde à vue est soumise au contrôle judiciaire. Il ne peut être procédé à la détention que sur ordre juridictionnel », nonobstant les rapports de soumission de la magistrature à l'égard du pouvoir politique⁷. Le texte propose d'instituer un scrutin présidentiel à deux tours alors que les deux candidats de l'opposition à la dernière élection présidentielle n'ont totalisé que 0,52 % des voix⁸ ! Par ailleurs, quel peut être le rôle d'un Conseil constitutionnel, certes aux compétences élargies, dans un système politique autoritaire où le chef de l'État dispose de la compétence exclusive de sa saisine ? La réforme élargit le champ de la représentation en créant une seconde assemblée, la Chambre des conseillers. Mais le parti État, le rcd, ne dispose-t-il pas du quasi-monopole de la représentation politique dans les collectivités locales ? Et ne contrôle-t-il pas la plupart des organisations professionnelles ?⁹.

La réforme accentue la prépondérance présidentielle. Certaines dispositions contribuent au renforcement des pouvoirs constitutionnels du président de la République au détriment du parlement. Tel est le sens de l'article qui attribue au seul président la compétence de ratifier les traités internationaux et de celui qui précise : « Les projets de loi présentés par les membres de la Chambre des députés ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence une réduction des ressources publiques ou une augmentation de charges, ou de dépenses nouvelles ». Le projet prévoit aussi d'accorder au chef de l'État « une immunité juridictionnelle » durant et après l'exercice de ses fonctions en ce qui concerne les actes accomplis à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Le 3 avril, le projet de loi de réforme constitutionnelle est quasiment adopté en l'état par le parlement. Les députés membres du RCD faisant preuve, en commission et lors des débats, d'un zèle tout particulier, ont proposé un certain nombre d'amendements allant dans le sens d'un renforcement de l'institution présidentielle. Mais il est difficile de savoir si cela rentrerait dans le cadre d'une partition déjà écrite par le Palais de Carthage et le RCD. La

6. Exposé des motifs accompagnant le projet de loi constitutionnelle portant sur l'amendement de certaines dispositions de la Constitution, Débats parlementaires, n° 33, session du mardi 2 avril 2002, p. 1778.

7. Le projet précise également qu'il « est interdit de soumettre quiconque à une garde à vue ou à une détention arbitraire ».

8. Mohamed Abdelhaq et Jean-Bernard Heumann, « Oppositions et élections en Tunisie », *Monde arabe Maghreb-Machrek*, 168, avril-juin 2000, p. 14-28.

9. Par ailleurs, il est prévu que le président désigne une partie des membres de la Chambre des conseillers.

commission parlementaire spéciale chargée d'examiner le projet de réforme a notamment exprimé sa volonté de porter à 75 ans au lieu de 70 ans, la limite d'âge pour présenter sa candidature à la présidence de la République. Or, cette proposition a été immédiatement acceptée par le gouvernement. Cela signifie que le président Ben Ali, âgé de 65 ans pourrait se présenter aux échéances électorales de 2004 et de 2009. Les membres de la commission appartenant au RCD ont également proposé de prolonger le mandat présidentiel de cinq à sept ans, officiellement pour « garantir la stabilité du pays et permettre au président de la République d'appliquer son programme électoral dans un délai raisonnable », ce qu'a cette fois-ci rejeté le gouvernement¹⁰. Lors des débats en séance plénière, les intervenants appartenant au RCD ont unanimement exprimé leur adhésion aux amendements formulés par la commission.

L'opposition parlementaire et le projet de réforme constitutionnelle : des failles dans la « démocratie consensuelle »

Parmi les députés de l'opposition parlementaire, les principales critiques sont venues du mouvement *Ettajdid* qui s'est quelque peu départi de son alignement habituel sur les positions du Palais de Carthage. La contestation interne au sein du parti, qui s'est plus particulièrement manifestée au congrès du mouvement le 18 juin 2001, a contraint son secrétaire général à rompre avec sa ligne « suiviste » à l'égard du pouvoir¹¹. Aussi le mouvement dirigé par l'inamovible Mohamed Harmel émet-il quelques réserves à l'annonce de la réforme constitutionnelle et du référendum, regrettant « l'absence de concertation » préalable avec le pouvoir. Cet accueil tiède de la part de l'ex-Parti communiste tunisien est rapidement sanctionné par les autorités qui font saisir le 18 mars l'organe de presse du mouvement, *Al-Tariq al-jadid*, qui comporte un dossier sur la réforme de la Constitution (*Al-Hayat*, 19/03/2002).

Dans son intervention, lors des débats parlementaires, Mohamed Harmel exprime sa surprise de voir le journal du parti saisi, alors que la réforme présentée par le gouvernement aurait nécessité « d'ouvrir l'espace du dialogue à toutes les opinions », fussent-elles divergentes. Le secrétaire général d'*Ettajdid* met l'accent sur le décalage constant entre le contenu libéral des textes et la pratique répressive des pouvoirs publics :

« M. le Premier ministre, je pense qu'apporter une solution à la hauteur des enjeux démocratiques de notre pays ne réside fondamentalement ni dans un changement de la Constitution, ni dans le maintien en l'état d'un texte constitutionnel ancien, ni, de manière générale, dans les textes de loi seuls. Le problème dans notre pays se rapporte à la pratique qui est parfois plus importante que les textes eux-mêmes. Certes, les textes garantissent de nombreuses libertés, mais dans la pratique on ne les met pas toujours en application. Combien de fois la pratique s'est-elle trouvée en contradiction avec les

10. *Travaux de la commission chargée d'examiner le projet de loi constitutionnelle*, Débats parlementaires, n° 33, session du mardi 2 avril 2002, p. 1785.

11. Khaled Ben M'barek, *op. cit.*, p. 410.

textes concernant les libertés ! La saisie d'*Al-Tariq al-jadid* entre tout à fait dans ce cadre. Nous exigeons, avant toute chose, que la pratique concorde avec les textes afin de contribuer au développement d'une vie politique pluraliste sortant du cadre étroit dans lequel elle s'inscrit et qui ne permet pas de faire évoluer les relations entre la majorité politique et la minorité, le pouvoir et l'opposition et entre l'État et la société »¹².

En revanche, les autres partis de l'opposition représentés au parlement ont exprimé leur allégeance à la personne du président en se félicitant, à la suite des discours présidentiels des 13 et 27 février, de la « sagesse politique » du chef de l'État, infatigable promoteur du « citoyen décideur » tunisien. Ainsi, du fait de la volonté du président de la République, le peuple exercerait par le référendum « sa souveraineté au suffrage universel dans un droit de légitimité totale »¹³.

Le comportement des partis de la scène parlementaire s'explique par le fait qu'ils sont bien moins des mouvements d'opposition que des « organes de légitimation du parti dominant » – des « partis faire-valoir »¹⁴. La tactique du président Ben Ali a toujours consisté à neutraliser le champ politique et partant à construire une opposition malléable qui puisse remplir cette fonction de « faire-valoir ». L'actuel chef de l'État a largement su « clientéliser » l'opposition tunisienne légale et la « maintient sous perfusion, notamment par le biais de subventions allouées selon des critères plus ou moins discrétionnaires aux différents partis reconnus par les pouvoirs publics »¹⁵. Une telle configuration amène, de manière générale, les parlementaires de l'opposition à soutenir les projets présidentiels. Les 34 députés représentant les cinq formations de l'opposition parlementaires ont voté, à l'instar des représentants du rcd, la réforme constitutionnelle, à l'exception d'un membre l'Union démocratique unioniste (UDU, 7 sièges) et des cinq députés du parti *Ettajdid* (*Dépêche AFP*, 3/04/2003) qui se sont abstenus. Par conséquent, le pouvoir benaliste a exclu le mouvement de Mohamed Harmel de la campagne d'explication du référendum voulu par le chef de l'État¹⁶. Les autres partis de l'oppo-

12. Intervention de Mohamed Harmel, *Discussion du projet de loi constitutionnelle portant sur l'amendement de certaines dispositions de la constitution*, Débats parlementaires, n° 33, session du mardi 2 avril 2002, p. 1798.

13. « Déclaration de Jalel Lakhdar, membre du Mouvement des démocrates socialistes (MDS) », *L'Observateur*, 20 février 2002.

14. Moncef Djaziri, « La problématique partisane dans les systèmes politiques du Maghreb. Relance des études comparatives », *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1995, Paris, CNRS-Éditions, 1997, p. 440-442. Dans le champ politique tunisien, la « légitimité » de l'opposition ne passe pas par les urnes et sa présence sur la scène publique dépend largement du bon vouloir du pouvoir. Les formations de l'opposition apparaissent comme des partis de cadres sans base militante et dont l'activité ne va pas au-delà de la capitale et de certaines grandes villes.

15. Mohamed Abdelhaq et Jean-Bernard Heumann, *op. cit.*, p. 32. Dans son discours devant la Chambre des députés, le président Ben Ali a d'ailleurs souligné que les partis de l'opposition bénéficieraient de subventions pour participer à la campagne référendaire.

16. À ce propos, Mohamed Harmel a déclaré que son parti avait décidé de prendre part à la campagne d'explication du référendum, en conformité avec les dispositions juridiques autorisant les partis politiques à participer à la campagne. Faisant remarquer que la loi n'exige pas que les partis approuvent la réforme constitutionnelle, son parti avait pris les dispositions nécessaires pour se préparer à passer à la télévision et à la radio. Voir *Akbbbar Al-Joumbouryya*, 12 juillet 2002.

sition parlementaire ont, quant à eux, reçu une somme de 10 000 dinars à laquelle s'ajoutait une subvention de 1 000 dinars pour chaque député (*Ach-Chbourouq*, 15/05/2002). Les quatre formations de l'opposition parlementaire soutenant la réforme de la Constitution ont bien participé à la « campagne explicative » ouverte le 12 mai par le président de la République, mais ils ont eu, toutefois, toutes les peines du monde à occuper l'espace qui leur était accordé, aux côtés du RCD, sur les panneaux d'affichage.

L'opposition extraparlamentaire face à un plébiscite annoncé : le front du refus

Dès son annonce, le projet de réforme constitutionnelle est rejeté par les quatre partis de l'opposition extraparlamentaire réunis depuis le 16 novembre 2001 dans une « coordination démocratique »¹⁷. Hostiles à un quatrième mandat, ces opposants « critiques » appellent à un « congrès national démocratique qui réunirait l'opposition et l'ensemble du mouvement associatif indépendant » pour un « projet d'alternative ». Considéré comme un véritable « coup d'État constitutionnel » par Moncef Marzouki, le président du Congrès pour la république (CPR)¹⁸, et un « putsch masqué » par Sadri Khiari, membre fondateur du Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT) et du Rassemblement pour une alternative internationale de développement (RAID-ATTAC)¹⁹, le projet du président Ben Ali, s'apparente plus, selon le secrétaire général du Forum démocratique pour le travail et la liberté (FDTL) « à une provocation qu'à une réforme ». Il traduirait « l'acharnement du pouvoir en place à perpétuer un système, où le président dispose d'une immunité à vie et d'un pouvoir absolu » (Mustapha Ben Jaâfar cité in *Dépêche AFP*, 16/03/2003).

Le Parti démocrate progressiste (PDP), formation légale « critique » ne disposant d'aucun député au parlement, prend l'initiative avec trois mouvements politiques non autorisés, en l'occurrence le FDTL, le Congrès pour la République, le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT) d'organiser le 12 mai, le jour de l'annonce du lancement officiel de la « campagne de sensibilisation » au référendum, une « conférence nationale pour la démocratie »²⁰. Cette réunion qui se déroule dans les locaux du PDP associe également l'aile dissidente du MDS, des associations légales comme la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme (LTDH) ou illégales comme le

17. « L'évènement politique de la rentrée : la convergence démocratique » in *Kalima*, n° 6, janvier 2002. <http://www.kalimatunisie.com/num6/Convergence.htm>. La coordination démocratique regroupe alors un parti légalisé, le PDP dirigé par l'avocat Néjib Chebbi, l'aile dissidente du MDS composé des partisans de Mohamed Moadia, ainsi que deux partis alors non reconnus, le Congrès pour la république de Moncef Marzouki et le Forum démocratique pour le travail et la liberté de Mustapha Ben Jaâfar (FDTL) (légalisé en octobre).

18. Sur les caractéristiques structurelles de ce parti et des autres, Voir Michel Camau et Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*. Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 227-265.

19. Florence Beaugé, « L'opposant Sadri Khiari qualifie de « putsch masqué » la réforme constitutionnelle en Tunisie », *Le Monde*, 23 mai 2002.

20. Le Rassemblement socialiste progressiste (RSP), devenu le Parti démocrate progressiste (PDP) est la seule formation reconnue à avoir pris au cours des années 1990, ses distances avec le pouvoir. Par conséquent, ce parti est le seul à ne pas être représenté à l'Assemblée.

CNLT²¹ et le Centre tunisien pour l'indépendance de l'avocature et de la magistrature de Mokhtar Yahyaoui²² (voir *infra*). La centaine d'opposants présents à la réunion affichent leur rejet des amendements de la Constitution visant à instaurer la « présidence à vie en Tunisie » et appellent au boycott du référendum du 26 mai. Entre autres intervenants, Sihem Bensedrine, porte-parole du CNLT, qualifiant le référendum de « coup de force contre la République et la citoyenneté » appelle à résister contre la politique du fait accompli. De son côté, sans appeler au boycott, Mokhtar Triffi, le président de la LTDH, justifie le rejet de la réforme pour son « déni de toutes les libertés pour lesquelles nous militons » (*Dépêche AFP*, 12/05/2003).

Cette rencontre représente également l'occasion de faire circuler une pétition appelant au « boycott actif et résolu » d'un référendum conçu comme « un plébiscite présidentiel ». Ce document, initié par l'universitaire Larbi Chouikha, est signé, entre autres, par l'ancien ministre de l'Éducation du président Ben Ali, Mohamed Charfi, présent à la réunion²³. Au final, les participants adoptent une déclaration dans laquelle ils rejettent le référendum et préconisent la mise en place des conditions d'une « véritable réforme » pour la démocratie, c'est-à-dire, dans un premier temps, la libération des prisonniers politiques et le vote d'une loi d'amnistie générale.

Une autre rencontre regroupant les représentants de huit associations, plus ou moins actives dans la défense des droits de l'homme, se tient deux jours avant le scrutin du 26 mai au siège de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD)²⁴. Constatant l'absence des conditions élémentaires d'une réelle consultation populaire, les intervenants mettent au point une déclaration commune dénonçant un « référendum-plébiscite », véritable « déni de citoyenneté opéré dans un contexte de verrouillage des libertés interdisant tout débat sur le contenu de cette révision constitutionnelle. »²⁵

Une opposition impuissante ?

L'annonce des résultats officiels, le 27 mai, ne constitue guère une surprise : le scénario du plébiscite a joué à plein puisque le taux de participation se serait élevé, selon les autorités, à 99,59 % et la réforme de la Constitution aurait été approuvée par 99,52 % des votants (*Dépêche AFP*, 27/05/2003). Interrogé lors de la conférence de presse qui a suivi la proclamation

21. Sur le CNLT voir Vincent Geisser, « Chronique politique Tunisie. Une fin de règne qui n'en finit pas », *Annuaire de l'Afrique du Nord 1999*, Paris, CNRS-Éditions, 2002, p. 347-348.

22. Président de chambre au tribunal de première instance de Tunis, Mokhtar Yahyaoui avait dénoncé publiquement, en juillet 2001, l'absence d'indépendance de la Justice. Le Palais de Carthage l'a fait sanctionner par le Conseil supérieur de la magistrature qui a pris la décision de le révoquer le 29 décembre 2001.

23. On peut consulter le texte de la pétition qui a recueilli près de 300 signatures sur le site de la revue en ligne *Kalima*, n° 7, janvier 2002 : <http://www.kalimatunisie.com/num7/boycottez.htm>.

24. Les huit associations organisatrices de cette réunion étaient, outre l'ATFD, la LTDH, le CNLT, l'Association tunisienne des jeunes avocats, le Centre tunisien pour l'indépendance de l'avocature et de la magistrature, l'Union générale des étudiants de Tunisie, RAID-ATTAC, la Ligue des écrivains libres.

25. Voir « Pour une constitution qui garantisse les libertés fondamentales et une citoyenneté effective », *Kalima*, n° 7, *op. cit.*, <http://www.kalimatunisie.com/num7/ATFD.htm>.

des résultats sur la « suspicion » qui pèse sur un tel score, le ministre de l'Intérieur ne se rendant pas compte de l'ambivalence de ces propos, a déclaré que ces résultats ne surprenaient que ceux qui ne connaissaient pas la Tunisie. Contrairement aux affirmations officielles, le référendum s'est déroulé dans l'indifférence générale, en dépit de l'intense campagne menée par le RCD pour lui donner un semblant de crédibilité.

Dans son discours prononcé le lendemain du scrutin, le président Zine El-Abidine Ben Ali a félicité les électeurs pour « l'acquis historique » que représente, selon lui, la réforme de la Constitution. Les Tunisiens se seraient ainsi exprimés « massivement en toute liberté et dans un contexte de démocratie et de transparence absolue. (...) C'est une nouvelle étape que nous inaugurons sur le chemin du Changement vers la République de demain » (*Dépêche AFP*, 27/05/2003). L'opposition parlementaire, quant à elle, se réjouit du résultat à l'exception du parti *Ettajdid*, qui dans un communiqué publié le 27 mai, déclare que le référendum s'est déroulé dans des « conditions caractérisées par la précipitation et l'absence de tout débat, toute opinion divergente ayant été réduite au silence par divers moyens tels que la saisie d'*Al-Tariq al-jadid* (...), la décision illégale d'exclure notre Mouvement de la campagne référendaire et la monopolisation de tous les espaces par le parti au pouvoir et les partis qui ont soutenu inconditionnellement le "oui" ». Ainsi ce référendum ne « doit pas être considérée comme une expression authentique des aspirations de la société. »²⁶ Les autres partis représentés à la Chambre des députés ont quant à eux rivalisé dans leurs manifestations d'allégeance à l'égard du pouvoir : le Parti de l'unité populaire (PUP), notamment, s'est félicité de l'adoption de la réforme et de « la participation importante au vote ». Par la bouche de son secrétaire général, Mohamed Bouchiha, le pup précise que la réforme a répondu à la plus grande partie de ses demandes, plus particulièrement, en créant une Chambre des conseillers et en adoptant un scrutin à deux tours aux élections présidentielles (*Dépêche AFP*, 27/05/2003). De son côté, le PDP a déploré un score « d'une époque révolue » dénonçant une consultation « menée sous le signe de l'enfermement et du déni de pluralisme. »

Pourtant force est de constater que la multiplication des réunions, des motions et des communiqués rédigés par les différents mouvements et groupements légaux ou illégaux de l'opposition, n'est pas en mesure d'entamer la détermination du président Ben Ali et de ses thuriféraires à mettre en place les conditions de sa réélection en 2004. Constituée « d'individualités fortes, de militants des droits de l'homme et de groupuscules d'extrême gauche », l'opposition « critique » ressemble à « un moulin condamné à ne brasser que du vent »²⁷. Comprenant seulement quelques centaines de militants, l'ensemble des membres des divers groupements de l'opposition « critique » et des listes de pétitionnaires se recrute parmi l'élite « intellectuelle » du pays, autrement dit, les universitaires, les médecins et les avocats²⁸. Certes, ceux-ci

26. Mouvement *Ettajdid*, communiqué, *Tunis News*, n° 740, 28 mai, 2002.
<http://www.tunisnews.net>.

27. Ahmed Manaï, « La Tunisie après le référendum de mai 2002, chronique d'un statu quo annoncé », *Politique et sécurité internationales*, 1^{er} et 2^e semestre 2002.

28. Voir Michel Camau et Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire... op. cit.*, p. 256-257. Cf également Sadri Khiari, *Tunisie, le délitement de la cité. Coercition, consentement, résistance*, Paris, Karthala, 2003, p. 165.

occupent des positions socioprofessionnelles qui leur permettent de s'affranchir relativement de la tutelle étatique (universitaires, avocats et dans une moindre mesure journalistes), mais ils sont incapables de mobiliser au-delà du cercle étroit autour duquel ils gravitent.

Quant à l'opposition parlementaire, sa présence à la Chambre des députés dépend largement du bon vouloir du président Ben Ali. Le Palais de Carthage mène à son égard une politique dont le principal objectif est de désamorcer toute velléité de contestations sérieuses. À cet égard, la neutralisation de l'ancien secrétaire général du MDS, Mohamed Moadia illustre notre propos. Au début de l'année, le chef de l'État le fait libérer : l'objectif est alors d'éloigner l'opposant de la « coordination démocratique » pour lui faire endosser un rôle qu'il avait un moment joué avant de tomber en disgrâce en octobre 1995, i.e. celui d'opposant faire-valoir au service du régime. Dans un premier temps, le 31 janvier, l'ancien leader du MDS est remis en liberté conditionnelle. Qualifiant de « positive » sa libération dans la mesure où elle serait le prélude à une ouverture politique, M. Moadia se dit alors prêt à appuyer « toute initiative du pouvoir » allant dans le sens « de l'instauration d'un régime démocratique ».

L'ancien secrétaire général du MDS, gracié le 20 mars à l'occasion du 46^e anniversaire de l'indépendance (*Dépêche AFP*, 20/03/2002), semble avoir été approché par Abderrahmane Tlili²⁹ : le président de l'UDU, envoyé en mission commandée par le chef de l'État, lui aurait proposé d'accepter la révision constitutionnelle en échange de la possibilité de reprendre la direction du MDS pour devenir un « concurrent » crédible face au chef de l'État aux élections présidentielles de 2004 (*Jeune Afrique*, 22/04/2003). Bien que le dirigeant de l'UDU ait démenti avoir effectué une telle démarche, il convient de signaler que Mohamed Moadia s'est abstenu de faire tout commentaire au sujet du référendum du 26 mai, alors que certains de ses partisans ralliaient la « conférence nationale pour la démocratie ».

Rétabli dans ses droits civiques et politiques le 4 juin, il participe au 24^e anniversaire du MDS. À cette occasion, lors de la conférence de presse donnée par Ismaïl Boulahya, son secrétaire général, Mohamed Moadia annonce un accord de réconciliation avec la fraction du parti dirigée par ce dernier et ralliée à la politique du chef de l'État. Cette « réconciliation » entre les deux leaders concerne les deux « MDS », le « MDS légitime »³⁰ issu du

29. Le fondateur de l'UDU, Abderrahmane Tlili, a été de 1981 à 1988 un membre actif du Comité central du Parti socialiste destourien et de son héritier le Rassemblement constitutionnel démocratique. Sa trajectoire professionnelle en fait un homme lige du pouvoir : PDG de la TRAPSA de 1991 à 1995, il a été PDG de la Compagnie franco-tunisienne des pétroles de 1995 à 1996 avant d'être nommé PDG de la Société italo-tunisienne d'exploitation pétrolière (SITEP), puis de l'Office aérien des ports de Tunisie (OPAT). Un opposant « critique » s'est demandé, non sans humour, si c'était par « nostalgie » ou « fidélité » qu'Abderrahmane Tlili avait procédé à l'occasion de la rentrée scolaire 2002 à la distribution des fournitures scolaires dans la cellule RCD de l'OPAT. Voir le site de *Perspectives tunisiennes*, 19 septembre 2002, <http://80.11.130.27:1347/article/view/151/1/13>.

30. L'expression est de Khemaïes Chamhari, ancien bras droit de Mohamed Moadia. Voir « Déclaration de Khemaïes Chamhari suite au ralliement de Moadia », *Perspectives tunisiennes*, 28 juin 2002, <http://80.11.130.27:1347/article/view/39/1/1>.

3^e congrès de Sfax (1993) et l'actuelle direction du « MDS » qui avait été suscitée par le pouvoir, peu après la condamnation de Mohamed Moadà³¹. Selon l'ancien secrétaire général, cette « réconciliation » constituerait « un heureux événement » que les décisions prises récemment par le président de la République en sa faveur auraient facilité, dans la mesure où elles ont « aplani les difficultés qui entravaient la réconciliation au sein du mouvement ». Mohamed Moadà, qui avait jusqu'au début de l'année 2002 exprimé une vive opposition au projet de réforme constitutionnelle et au référendum manifeste une spectaculaire volte-face en prenant acte de l'annonce par le chef de l'État qu'« après le référendum du 26 mai, la Tunisie entame une nouvelle étape ». Selon l'ancien leader du MDS, cette dernière serait de « nature à permettre à la société civile d'assumer toutes ses responsabilités ».

Toujours lors de cette conférence de presse, Ismaïl Boulahya évoque la création d'une commission de réconciliation composée de neuf membres. Présidée par ce dernier, ses travaux sont censés être coordonnés par Mohamed Moadà. Cependant, cette réconciliation annoncée deux semaines après la tenue du référendum du 26 mai marque rapidement le pas, notamment en raison des conflits d'ambitions entre l'actuel et l'ancien secrétaire général du MDS. Le refus affiché de la part du député Mohamed Abid et des militants MDS de la section de Sfax d'accueillir Ismaïl Boulahya en tournée dans le pays, en sa qualité de secrétaire général du MDS, est symptomatique de cette opposition de personnes (*Ach-Chourouq*, 26/11/2002). En remettant en selle Mohamed Moadà sur la scène politique légale, le pouvoir benaliste s'efforce de neutraliser l'opposition critique au sein du MDS.

Par ailleurs, afin de canaliser les critiques de l'opposition « non reconnue » la plus modérée et d'améliorer l'image de la Tunisie auprès des démocraties occidentales, le régime légalise en octobre le Forum démocratique pour le travail et les libertés de Mustapha Ben Jaâfar. Créé en 1994, ce mouvement avait déposé de multiples demandes de légalisation qui avaient été purement et simplement ignorées par l'administration. Pour la première fois en novembre 2001, les autorités ont pris acte d'une demande de légalisation déposée par Mustapha Ben Jaâfar. Mais celle-ci est rejetée le 26 février au prétexte que l'article 6 de la loi tunisienne sur les partis politiques stipule qu'aucune nouvelle formation ne peut être légalisée si un parti existant présente le même programme (*Dépêche AFP*, 26/02/2003). Cette disposition n'empêche pas le Forum d'obtenir son agrément quelques mois plus tard, le 25 octobre, alors que rien n'a changé dans les dispositions légales.

Il reste à savoir ce que les fondateurs de ce parti feront de cette reconnaissance : le Forum sera-t-il un acteur de la mobilisation de forces contestataires ou un nouveau parti client ? Les déclarations de son secrétaire général peu après la légalisation du parti montreraient plutôt que le Forum s'engage dans la première direction. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Réalités*, Mustapha Ben Jaâfar précise que son mouvement et ses fondateurs ne font pas partie de ceux qui « obtiennent la légalisation au détriment de leurs options » (*Réalités*, 31/10/2002). Ces déclarations ont suscité une

31. Laurent Guiter, « Tunisie, chronique politique », *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1998. Paris, CNRS-Éditions, 2000 : p. 364.

certaine déception chez les conseillers du Palais de Carthage qui auraient conçu la légalisation du Forum comme un moyen pour le chef de l'État de normaliser les relations entre la présidence et ce mouvement d'opposition³². Par ailleurs, avec cette légalisation, le Forum devient *de facto* le principal concurrent du PDP de Néjib Chebbi, qui risque ainsi de « perdre sa position de pivot, à la charnière de l'opposition légale et de l'opposition non reconnue, puisque ce créneau sera occupé par le FDLT »³³.

Nolens volens, la « démocratie consensuelle » du président Ben Ali montre une certaine fonctionnalité, en dépit des coups de griffes que lui porte le parti de Néjib Chebbi et, dans une moindre mesure, celui de Mohamed Harmel. Fidèle à sa politique de clientélisation et de gratification des opposants « consensuels », le régime met en place une formule électorale permettant au président de la République de choisir les concurrents jugés acceptables pour les élections présidentielles de 2004. À l'occasion du 45^e anniversaire de la proclamation de la République, le 25 juillet, le chef de l'État annonce son intention de présenter un « projet de loi constitutionnelle autorisant l'élargissement des candidatures à la présidence de la République, lors des prochaines élections présidentielles » (Discours du président Ben Ali, 25/07/2003).

On remarque qu'en procédant de cette manière le président Ben Ali n'a pas pris le risque, dans le cadre du projet d'amendement de la Constitution, d'introduire de nouvelles dispositions régissant les conditions de candidature à l'élection présidentielle. Le texte proposé par le chef de l'État constitue, comme celui de 1999, une dérogation à la Constitution stipulant que tout candidat à l'élection présidentielle ne se voit plus imposer le parrainage de trente élus au moins. Cette condition n'a d'ailleurs jamais pu être remplie par aucun des partis de l'opposition. Aussi le vote d'une loi constitutionnelle *ad hoc* permet-il au président Ben Ali de garder la haute main sur la procédure de sélection de ses concurrents en empêchant l'éventuelle émergence d'un candidat indésirable. À la différence des dispositions de la loi constitutionnelle *ad hoc* de juin 1999, la candidature n'est pas limitée à la seule personne du premier responsable du parti. Désormais, il sera « possible à chacun des cinq partis politiques représentés à la Chambre des députés, qui, pris séparément, ne peuvent pas remplir les conditions de validation, de proposer l'un des membres de son instance exécutive supérieure » (Discours du président Ben Ali, 25/07/2003). Ainsi, le nombre de candidats à la prochaine élection de 2004 pourrait s'élever à six (Ben Ali compris). Le PDP de Néjib Chebbi réagit à cette loi qui le marginalise en adoptant le 20 octobre une motion dans laquelle il accuse le pouvoir de l'exclure de l'élection présidentielle. Dénonçant un projet de loi « taillé sur mesure » pour permettre au « RCD de choisir des concurrents à son candidat à la présidence », le PDP, en la personne de son secrétaire général, affiche son « rejet total » du projet de loi³⁴.

32. Rachid Khéchana, « Tunisie : rapprochement avec les laïcs et fermeté avec les fondamentalistes », *Al-Hayat*, 17 novembre 2002.

33. Samy Ghorbal, « Opposition : la redistribution des cartes », *Jeune Afrique*, 18 novembre 2002.

34. Motion du comité central du PDP, 20 octobre 2002.

Si le pouvoir benaliste s'affranchit sans trop de difficultés de l'activisme de l'opposition « critique » qui, bien que maniant une stratégie de médiatisation efficace auprès des organisations de défense des droits de l'homme européennes, ne dispose d'aucun réseau de mobilisation populaire, il ne gère pas au mieux son image auprès des médias occidentaux.

L'attentat de Djerba et ses conséquences

La gestion de l'après attentat du 11 avril contre la synagogue de la Ghriba à Djerba s'est révélée assez calamiteuse. Soucieuses de ne pas mettre à mal leur industrie touristique, les autorités tunisiennes affirment, peu après l'explosion, qu'il s'agit d'un accident. Le gouverneur de la région de Médénine dont dépend l'île de Djerba dément « catégoriquement », le jour même, que cette explosion soit un attentat. Par la voix de son président, Perez Trabelsi, la communauté juive de Djerba fait tout de suite sienne l'explication officielle selon laquelle un petit camion chargé de bonbonnes de gaz et roulant trop vite aurait explosé contre le mur d'enceinte de la synagogue (*Dépêche AFP*, 11/04/2003). Mais la configuration des lieux met rapidement à mal la thèse des pouvoirs publics³⁵. Les presses française et allemande expriment dès le lendemain de l'attentat leur scepticisme à la différence des journaux locaux qui se contentent de reprendre la dizaine de dépêches publiées sur la question par l'agence officielle Tunis Afrique Presse (TAP). Quant à l'hebdomadaire *As-Sarib* qui s'est permis d'ajouter ses commentaires, il s'offusque que « des milieux étrangers tentent de manipuler politiquement cet incident et de le transformer en affaire, dans le but de nuire à la Tunisie et de réaliser des objectifs qui ne sont un secret pour personne »³⁶.

La chaîne de télévision nationale, Canal 7, n'a bien sûr diffusé aucune image du drame et s'est contentée d'annoncer la thèse officielle. À aucun moment, les Tunisiens ne sont tenus au courant des doutes exprimés par les autorités allemandes quant à la version de l'accident. Dès le 13 avril, ces dernières évoquent exclusivement la thèse de l'attentat par la voix de leur ministre de l'intérieur, Otto Schilly. Elles sont d'autant moins enclines à tolérer l'in vraisemblance de la thèse officielle tunisienne que plus des deux tiers des victimes sont allemandes. Il est vrai que par leur comportement, les pouvoirs publics tunisiens ont dès le départ semé le doute sur l'hypothèse de l'accident en s'empressant d'effacer toutes traces de l'explosion³⁷.

Soumises à la pression allemande, les autorités tunisiennes reconnaissent officiellement, onze jours après les faits, que l'explosion de la Ghriba est bien un attentat. Présenté comme un « acte criminel prémédité » par le communiqué officiel publié par l'agence tunisienne TAP, cet attentat aurait été perpétré par un Tunisien, Nizar Ben Mohamed Nasr Nawar, en complicité

35. Le passage d'un camion, dans une ruelle de six mètres de large donnant sur une voie sans issue et à un endroit où il n'existe pas de point de livraison de gaz, rend peu vraisemblable la thèse de l'accident.

36. Salah el-Hajja, « Incident de Djerba : une étincelle que l'on a voulu transformer en incendie », *As-Sarib*, 16 avril 2002.

37. José Garçon, « L'Allemagne récuse la thèse de l'accident dans l'explosion de la synagogue », *Libération*, 15 avril 2002.

avec l'un de ses proches parents résidant en Tunisie. Ce faisant, les autorités tunisiennes fournissent le même nom que celui figurant dans la revendication d'un groupe proche d'*Al-Qaïda*, publié par le quotidien arabe de Londres *Al-Hayat*³⁸. Le même jour, plusieurs associations de défense des droits de l'homme et d'opposition publient un communiqué dénonçant le « *black out* qui a caractérisé le traitement par les autorités de cet événement », et estimant que « ce choix de la désinformation dénote le mépris affiché par les autorités tunisiennes pour le citoyen et pour son droit à une information objective, crédible et libre » (*Dépêche AFP*, 22/04/2003)³⁹.

Le président Ben Ali tire les conséquences politiques de l'attentat en limogeant, le 27 avril, deux des principaux responsables de la sécurité du pays. Ces limogeages au sein du gouvernement montrent combien les affaires intérieures sont gérées directement depuis le siège de la présidence, c'est-à-dire le palais de Carthage. Le ministre de l'Intérieur Abdallah Kaâbi, remplacé par le ministre des Affaires sociales Hédi M'henni, est le premier à faire les frais du remaniement⁴⁰. Son successeur peu connu du grand public, médecin de formation et membre du comité central du rcd, avait cosigné avec un universitaire, Béchir Halayem, un ouvrage à la gloire du chef de l'État intitulé *Ben Ali, l'éthique au service du politique*⁴¹. Mais le changement le plus important est le départ du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur, chargé de la Sûreté, Mohamed Ali Ganzouï. Ancien directeur général des services spéciaux⁴², il est remplacé par un militaire à la retraite, Mohamed Hédi Ben Hassine, directeur de la Sécurité militaire au début des années 1990, puis chef d'état major de l'armée de terre jusqu'au début de l'année 2002⁴³.

Un autre remaniement suit en septembre. Présenté comme une mesure à caractère technique, il est essentiellement marqué par la suppression du ministère des Droits de l'homme, de la Communication et des Relations avec la Chambre des députés. Créé en novembre 1999, ce département ministériel a vu défiler quatre ministres en moins de trois ans : Dali Jazi, Afif Hendaoui,

38. Dans cette revendication, un groupe se présentant comme l'Armée islamique pour la libération des lieux saints affirme que l'attentat de Djerba « a été mené par Nizar Ben Mohamed Nasr Nawar (alias Saïf Al-Dine Al-Tounsi). » Le communiqué ajoute que « le martyr Nizar a lui-même préparé cette opération pour donner à la nation islamique l'exemple unique d'un jeune homme qui a mené tout seul une formidable opération contre les Juifs en dehors des territoires palestiniens. Le héros a repéré la cible, l'a photographiée, l'a étudiée, en a déterminée les points forts et les points faibles et a localisé le point d'impact ». Voir Ahmed Mouaffaq Zaydan, « Une organisation proche d'*Al-Qaïda* revendique l'attaque contre la synagogue de Djerba », *Al-Hayat*, 16 avril 2002.

39. Le communiqué est signé par l'ATFD, la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme, le CNLT, le Centre tunisien pour l'indépendance de l'avocature et de la magistrature et le RAID.

40. Hédi M'henni est, quant à lui, remplacé aux affaires sociales par Chedli Neffati, président du Conseil économique et social et membre du bureau politique du RCD.

41. Jean-Pierre Tuquoi, « Remaniement ministériel surprise à Tunis. L'appareil de sécurité mis en cause », *Le Monde*, 30 avril 2002.

42. Il a fait, en France en novembre 2001, l'objet d'une plainte de la part de six ressortissants tunisiens qui l'accusent de tortures.

43. Mohamed Ali Ganzouï a été éloigné de Tunisie, nommé ambassadeur dans un pays arabe. Voir *Ach-Chourouq*, 9 mai 2002. En vertu de ce remaniement, le secrétariat d'État à la Sûreté nationale est remplacé par la Direction de la sûreté nationale consacrant un retour à l'ancienne formule.

Slaheddine Maaoui et Fethi Houidi⁴⁴. En focalisant les regards sur lui dans un contexte de gestion sur le mode répressif des droits de l'homme et des opposants « indépendants », ce ministère était devenu trop encombrant. Déjà au mois de mai, le président de la République avait désigné Fethi Houidi, alors ambassadeur de Tunisie à Beyrouth, à ce poste très exposé. Il remplaçait Slaheddine Maaoui, qui n'avait pas vu venir la publication d'un rapport de l'Association des journalistes tunisiens (AJT) sur les atteintes à la liberté de la presse. Ce dernier événement illustre la manière dont l'espace médiatique tunisien est régulé selon un « code implicite que l'État – c'est-à-dire les personnes qui agissent en son nom – se réserve le droit d'interpréter et de délimiter en fonction des contingences politiques du moment et sous couvert des sens qu'il donne à des notions comme "l'intérêt général" »⁴⁵.

Un champ médiatique absorbé par l'État

Dans une telle configuration, les journalistes doivent se soumettre à un « code de bonne conduite »⁴⁶ dont les règles varient en fonction des circonstances et des rapports de force politiques du moment. Ce faisant, le professionnel de presse qui formule des critiques trop appuyées et qui traite de sujets tabous ou à contretemps risque d'enfreindre ce code et de se trouver sanctionné. Deux épisodes en cette année 2002 sont à cet égard symptomatiques. À la fin du mois de mars, l'AJT tient son 21^e congrès à l'issue duquel la « liste officielle » soutenue par le pouvoir, i.e. la « liste de l'Union et de l'autonomie », obtient 8 des 9 sièges du bureau exécutif de l'organisation. La seconde liste conduite par des journalistes revendiquant l'exercice effectif de la liberté de la presse se contente d'un seul siège⁴⁷. Tout semble alors aller pour le mieux dans les rapports entre une presse soumise et des autorités tutélaires. Mais la sortie du rapport de la commission des libertés de l'AJT sur « la situation de la liberté de la presse en Tunisie 2000-2002 » va perturber ces relations⁴⁸. Premier document de ce type publié depuis 1991, le rapport souligne « avec regret » la contradiction flagrante qui persiste entre le discours officiel et la pratique professionnelle quotidienne. Pour appuyer son propos, il fait référence à l'entretien accordé par Slaheddine Maaoui au journal *Le Monde* peu après sa prise de fonctions le 19 février 2001. Le ministre des Droits de l'homme, de la Communication et des Relations avec la Chambre des députés y déplorait la détérioration de l'information nationale et évoquait la perspective d'une évolution en faveur du renforcement des libertés fondamentales. Or, les auteurs du rapport font remarquer que ce numéro du journal *Le Monde* n'avait pas été distribué dans les kiosques tunisiens.

⁴⁴. Ridha Kéfi, « Tunisie : Un remaniement pour quoi faire ? », *Jeune Afrique*, 9 septembre 2002.

⁴⁵. Larbi Chouikha, « Autoritarisme étatique et débrouillardise individuelle », in Olfâ Lamoum et Bertrand Ravenel (dir.), *La Tunisie de Ben Ali. La société contre le régime*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 198.

⁴⁶. *Ibid.*, p. 199.

⁴⁷. Cette liste « indépendante » était composée de Lotfi Hajji, Soufiène Lassoued, Teja Jemîi, Khemaïes Khayyati, Nejmeddine Akkari et Souad Karaoui.

⁴⁸. Voir la traduction du rapport en annexe.

En outre, une partie non négligeable du document évoque les pratiques qui empêchent journalistes d'accomplir librement leur mission : ils n'ont pu couvrir ni les inondations de Bousalem, ni les procès de Hamma Hammami, ni l'explosion devant la Ghriba à Djerba. Ils considèrent que la censure imposée à la presse étrangère qui voit son contenu passé au crible avant distribution constitue un facteur essentiel de la restriction de la liberté de la presse. Dénonçant l'action de l'Agence tunisienne de communication extérieure (ATCE) qui distribue de manière discrétionnaire les budgets publicitaires entre les différents organes de presse⁴⁹, les auteurs du rapport déplorent également les pressions exercées sur les journaux pour les conduire à publier des articles non signés, réponses à des communiqués d'organisations tunisiennes ou étrangères comportant des critiques à l'égard du pouvoir.

Dans les jours qui suivent la publication du rapport, certains journaux tunisiens qui ont répercuté son contenu font valoir que ce document n'engage pas toute la profession⁵⁰. En raison des réactions négatives affichées par le pouvoir, le président de l'AJT, Mohamed Ben Saleh, qui appartient au rcd prend rapidement ses distances avec les rédacteurs du document, affirmant que celui-ci n'est qu'un « projet interne » n'engageant pas l'AJT (*Dépêche AFP*, 21/05/2002). Lotfi Hajji, l'un des principaux auteurs du texte, alors rédacteur en chef de la partie arabe de l'hebdomadaire *Réalités*, rappelle, dans une réponse adressée à Mohamed Ben Salah que plusieurs réunions ont précédé la publication du rapport. Il précise également : « Le président de l'Association nous surprend en déclarant à la presse que quelques exemplaires ont été diffusés et qu'il s'agissait d'une initiative interne. La déclaration de M. Ben Salah laisse entendre que les membres de la commission ont agi seuls sans consulter les autres membres de l'AJT. Or, c'est le bureau qui a chargé la commission de rédiger et de publier un rapport annuel sur la liberté de la presse et d'en faire une tradition. Il n'est pas question de réexaminer le contenu du rapport qui est définitif »⁵¹.

Mais la tension retombée, le pouvoir se rappelle au bon souvenir de l'AJT en trouvant un prétexte pour sanctionner ses dirigeants. Au début du mois de novembre, le président de l'Association des journalistes tunisiens et son trésorier sont convoqués par la Justice dans une affaire de chèque sans provisions émis pour le paiement du loyer du siège de l'association. Lotfi Hajji, quant à lui, est évincé de son poste de rédacteur en chef après la publication dans la partie arabe du numéro 885 de *Réalités* d'un reportage sur la situation dans les prisons en Tunisie⁵². Dans un premier temps, l'auteur de l'article, Hédi Yahmed et le directeur de *Réalités*, Taïeb Zahar, sont priés de s'expliquer chez le procureur de la République (*Dépêche Associated Press*, 18/12/2002). Cette convocation chez le magistrat pouvait paraître surprenante dans la

49. Une circulaire du Premier ministre datée de janvier 1991, fait obligation aux ministères, aux entreprises publiques et aux collectivités locales, qui constituent les premiers annonceurs du pays de soumettre leurs annonces à l'ATCE.

50. Adel Bouhlef, « Le rapport de l'Association des journalistes tunisiens soulève une tempête », *Akbbbar al-Joumoubiriya*, 17 mai 2002.

51. *Ibid.*

52. Sihem Bensedrine, « On ne badine pas avec les lignes rouges », *Kalima*, n° 10-11, janvier-février 2003, <http://www.kalimatunisie.com/num10/preselib.htm>.

mesure où le ton et le contenu de ladite enquête ne différaient guère des articles parus sur le même sujet dans le reste de la presse tunisienne. Mais le reportage est publié au plus mauvais moment, c'est-à-dire le 12 décembre, soit deux jours après la campagne lancée par le juge Mokhtar Yahyaoui au nom de l'Association internationale de soutien aux prisonniers politiques en Tunisie (AISPP-T) pour alerter l'opinion publique nationale et internationale sur la situation carcérale et l'isolement total de vingt-trois détenus politiques islamistes, membres d'Ennahda⁵³.

Une telle configuration a contribué à donner à l'article d'Hédi Yahmed une dimension qu'il n'aurait jamais dû avoir. Si le procureur général n'a pas engagé de poursuites judiciaires à l'encontre de ce dernier, « l'audience » n'a pas été sans effet. Tout d'abord, tous les numéros de *Réalités* sont retirés des kiosques et les administrations résilient leur abonnement à l'hebdomadaire. Dans un second temps, le directeur de *Réalités* propose à Hédi Yahmed de prendre un congé prolongé, ce qu'il se refuse à faire, puis fait pression pour qu'il présente sa démission⁵⁴.

Ces péripéties prouvent, selon le contexte et les rapports de force, que le pouvoir benaliste alterne concessions et répression avec les acteurs de la scène oppositionnelle. Les relations entre les autorités et associations de défense des droits de l'homme n'échappent pas à ce principe de fonctionnement du régime politique tunisien.

Les défenseurs des droits de l'homme : entre harcèlements et résistances

Tout au long de l'année, l'Ordre des avocats s'est trouvé à la pointe du combat pour les droits de l'homme. Depuis l'élection en juillet 2001 au poste de bâtonnier de Maître Béchir Essid, opposant sous la présidence de Bourguiba comme sous celle de Ben Ali, le Conseil de l'ordre des avocats⁵⁵ revendique un rôle majeur dans la défense des droits de l'homme et des valeurs démocratiques. Affirmant haut et fort son autonomie, le Conseil de l'ordre se pose désormais comme une organisation d'opposition. Il est vrai que les avocats, en tant que membres d'une profession libérale liée à la défense des libertés individuelles, disposent d'une marge de manœuvre politique que n'ont pas d'autres élites socioprofessionnelles qui dépendent du pouvoir pour assurer leur pérennité.

Si l'affaire Ben Brik a débouché en 2000 sur la première grève générale des avocats depuis novembre 1990, l'affaire Hama Hammami est à l'origine du déclenchement de la seconde grève des avocats en moins de deux ans (voir *infra*). Le jour même du procès de l'opposant d'extrême gauche, le Conseil de l'ordre des avocats, qui parle « d'enlèvements de prévenus »

53. Communiqué de AIS PP-T, Tunis, 10 décembre 2002, *Tunis News*, n° 935, 10 décembre 2002, <http://www.tunisnews.net>.

54. Telle est la version que propose Hédi Yahmed dans une « Lettre ouverte à l'association des journalistes tunisiens » (en arabe), *Tunis News*, n° 960, 30 décembre 2002, <http://www.tunisnews.net>.

55. L'instance dirigeante de l'Ordre des avocats.

décide d'une grève générale pour le 7 février⁵⁶. Dans un premier temps, le palais de Carthage réagit à ce mot d'ordre par l'intermédiaire d'avocats pro-gouvernementaux et membres du RCD qui introduisent un recours auprès de la cour d'appel de Tunis pour contester le bien-fondé de la décision prise par l'organisation représentative des avocats (*As-Sabah*, 6/02/2002). Ensuite, le jour de la grève générale, le ministre de la Justice, Béchir Tekkari, déclare lors d'une conférence de presse la grève illégale en affirmant, par ailleurs, que celle-ci n'avait pas été suivie. Or, si l'on en croit Me Béchir Essid, la quasi-totalité des avocats, y compris des membres du RCD, auraient fait grève puisque sur près de 3 500 avocats inscrits au Barreau, seulement 50 auraient refusé de s'engager dans le mouvement⁵⁷.

En fait, la dynamique oppositionnelle animant les avocats a alimenté toute une série de confrontations avec le pouvoir. Peu après le procès de Hamma Hammami, l'élection, le 16 février 2002, du nouveau bureau de l'Association tunisienne des jeunes avocats (ATJA), en portant à sa tête Youssef Rezgui qui se rattache à la mouvance « islamo-nationaliste » (*Réalités*, 7/03/2002), vient confirmer les velléités d'autonomie de l'organisation déjà manifestées par son prédécesseur, Chawki Tebib⁵⁸.

La tension entre les pouvoirs publics et les avocats s'accroît fortement à la fin de l'année. Au début du mois de décembre, le Conseil de l'ordre des avocats publie un communiqué dans lequel le bâtonnier accuse le pouvoir d'ourdir des plans pour diviser la profession. Il accuse le gouvernement de tenter de contourner le Conseil de l'ordre en prenant langue directement avec les dirigeants des sections régionales⁵⁹. Mais l'incident le plus grave concerne l'agression de deux avocats aux sympathies islamistes, Nourredine Bhiri et sa femme, Saïda Akremi⁶⁰. Le tort de cette dernière est d'avoir participé à la création à la mi-novembre de l'Association internationale de soutien aux prisonniers politiques Tunisie (AISPP-T), qui justement vient de lancer une campagne de solidarité avec 23 détenus politiques, à l'occasion du 54^e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme⁶¹. Cette

56. Rachid Khéchan, « Le procès d'un opposant de gauche déclenche une crise avec le Conseil de l'ordre des avocats », *Al-Hayat*, 3 février 2002.

57. Rachid Khéchan, « Extension de la polémique entre le ministre de la Justice et l'Ordre des avocats », *Al-Hayat*, 14 février 2002. Le chiffre a été revu quelque peu à la hausse, puisque le bâtonnier a fait afficher dans les locaux du Conseil de l'ordre une liste de 91 avocats non-grévistes. Voir « Liste des avocats briseurs de grève dressée par les soins de l'Ordre national des avocats et autorisée à être affichée dans les tribunaux de Tunisie », *Tunis News*, n° 657, 6 mars 2002, <http://www.tunisnews.net>.

58. Abdelaziz Mzoughi, « Nouveau bureau de l'Association tunisienne des jeunes avocats. Turbulences en vue... », *Réalités*, 21 février 2002.

59. Communiqué du bâtonnier de l'Ordre des avocats, 3 décembre 2002. Voir les annexes de la chronique.

60. Nourredine Bhiri est un des anciens dirigeants du mouvement islamiste Ennahda. Voir Rachid Khéchan, « Arrestation d'une avocate islamiste et constitution d'une commission gouvernementale pour enquêter sur la situation dans les prisons », *Al-Hayat*, 13 décembre 2002.

61. Mokhtar Yahyaoui et trois avocats, dont le coordinateur de l'association, Me Mohamed Nouri, ont tenté en vain le 14 novembre de déposer une demande de légalisation de l'association. L'administration du gouvernorat de Tunis ayant refusé d'enregistrer la demande qui lui était présentée et de délivrer un récépissé attestant le dépôt, les promoteurs de l'AISPP-T ont dû envoyer la demande de légalisation par lettre recommandée (*Dépêche AFP*, 14 novembre 2002).

montée au créneau de l' AISPP-T exaspère le président Ben Ali et ses conseillers qui ne cessent de proclamer depuis plusieurs années qu'il n'y a pas de prisonniers politiques dans les geôles du pays : ils réagissent en organisant une véritable campagne d'agression physique contre les avocats opposants au régime. Dès le 11 décembre, le co-fondateur de l' AISPP-T, le magistrat révoqué Mokhtar Yahyaoui⁶², est passé à tabac, alors qu'il se rend au cabinet de Saïda Akremi et Nourredine Bhiri. Le 12 décembre, Me Saïda Akremi est interpellée et malmenée avant d'être remise en liberté quelques heures plus tard. Le même jour, plusieurs avocats subissent des agressions physiques de la part des forces de police. On compte parmi les victimes, entre autres figures emblématiques de la profession, Youssef Rezgui, président de l' AJTA, Mohamed Nouri, président de l' AISPP-T, ou encore Abderraouf Ayadi, membre du Conseil de l'ordre, secrétaire général du CNLT et vice-président du CPR. *Last but not least*, le 16 décembre, Me Mohamed Jmour, secrétaire général du Conseil de l'ordre est agressé en plein Tunis⁶³.

Parallèlement à cette vague de répression, le président Ben Ali tente de désamorcer les critiques sur les conditions d'incarcération des prisonniers en chargeant Zakaria Ben Mustapha, président du Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales de constituer une commission d'enquête sur la situation dans les prisons (*Dépêche AFP*, 13/12/2003).

Quant à la LTDH, elle tente de retrouver une place sur la scène de la défense des droits de l'homme, place perdue notamment au profit du CNLT. Mokhtar Trifi, figure de la gauche radicale tunisienne et peu enclin, contrairement à son prédécesseur Tawfik Bouderbala, à composer avec le pouvoir benaliste, souhaite tenir une ligne autonome⁶⁴. Cependant, le président de la République et ses conseillers qui ne l'entendent pas de cette oreille développent une action revenant à imposer la tutelle du parti au pouvoir sur la LTDH. L'objectif est de faire émerger à la tête de la doyenne des ligues arabes une direction plus compréhensive à l'égard du régime. Pour reprendre le terrain perdu depuis le 5^e Congrès, le RCD met au point une stratégie d'entrisme en demandant à ses militants, membres de la LTDH, de renouveler rapidement leur adhésion, quitte à verser à leur place le montant de la cotisation. Par ailleurs, le parti du président pousse également ses membres à adhérer massivement à l'organisation⁶⁵. Il s'efforce avec l'appui des forces de police de perturber les élections de certaines sections locales de la LTDH. Les incidents les plus graves se déroulent lors du congrès de la section de Gabès du 19 octobre 2002 : le député Brahim Bouebdellah, membre du RCD et de la LTDH, sème le trouble lors des opérations de vote, si bien que la police trouve

62. Voir *Perspectives tunisiennes*, 19 décembre 2002, « Communiqué de cinq partis de l'opposition pour dénoncer les agressions physiques policières », <http://80.11.130.27:1347/article/view/33/1/1>.

63. *Perspectives tunisiennes*, 19 décembre 2002, « Communiqué... », *op.cit.*

64. Sur les péripéties et le procès intenté par des congressistes proches du pouvoir pour faire annuler l'élection du bureau directeur du 5^e congrès, Voir Khaled Ben M'Barek. *op. cit.*, p. 407.

65. Le RCD a pu présenter près de 1 300 demandes d'adhésion, soit 26 % du nombre total des adhérents. Outre la pratique de l'entrisme, Mokhtar Trifi accuse le RCD de faire pression sur les adhérents « indépendants » pour les dissuader de renouveler leur adhésion. Voir Hédi Yahmed, « LTDH : combat secret autour des adhésions », *Réalités*, 14 mars 2002.

un prétexte pour intervenir et interrompre le congrès⁶⁶. Les relations avec les autorités sont d'autant plus conflictuelles que la LTDH ne rate pas une occasion de publier des communiqués dénonçant sans ambiguïté les violations des droits de l'homme. En juin, pour la première fois depuis huit ans, la Ligue rend public un rapport sur la situation des droits de l'homme en Tunisie pour l'année 2001. Ce document d'une cinquantaine de pages fait un inventaire sans concession des violations quotidiennes des droits de l'homme dans le pays. Il évoque en particulier les atteintes aux libertés publiques et les dysfonctionnements de la justice, à l'instar du deuxième rapport sur l'état des libertés en Tunisie produit au mois de mars par le CNLT⁶⁷.

L'affaire Hamma Hammami va donner à l'ensemble des organisations de défense des Droits de l'homme l'occasion d'occuper le devant de la scène pour dénoncer les violations des libertés fondamentales. Au début de l'année, le porte-parole du pcot, véritable « bête noire » du pouvoir benaliste, décide de sortir de quatre ans clandestinité. Condamné par contumace, en 1999, à 9 ans de prison pour « appartenance à une organisation illégale », le militant d'extrême gauche se rend le 2 février au palais de justice en compagnie de son épouse, l'avocate militante des droits de l'homme, Radhia Nasraoui et de leurs enfants. Deux de ses camarades, Abdeljabar Madouri et Samir Taamallah, sont également sortis de l'anonymat pour faire opposition à leur condamnation par défaut en 1999 pour appartenance au PCOT. À l'issue d'un procès émaillé d'incidents et en l'absence des avocats de la défense qui s'étaient retirés en bloc pour protester contre l'arrestation sans ménagement des prévenus dans la salle d'audience, le tribunal rend un verdict confirmant les peines⁶⁸. Le procès en appel réduit la condamnation prononcée à l'encontre du porte-parole du pcot à trois ans et deux mois. Entre-temps, pour protester contre ces conditions de détention, Hamma Hammami entame à partir du 26 février une grève de la faim (*Dépêche AFP*, 3/03/2003).

Le 2 juin, c'est au tour de Radhia Nasraoui de commencer une grève de la faim illimitée pour s'élever contre l'atteinte au droit de visite à son mari, en sa qualité d'avocate. Toutefois, le 2 août, elle en annonce la suspension sans avoir obtenu gain de cause, les autorités tunisiennes se montrant beaucoup plus inflexibles que lors de l'affaire Ben Brick⁶⁹. La libération du leader du pcot intervient plus tard, le 6 septembre, peu de temps après que la Cour de cassation a confirmé le jugement en appel. Relâché en même temps que son camarade Samir Taamallah, pour raison de santé, la mise en liberté de Hamma Hammami demeure conditionnelle. Cette décision de la Justice tunisienne apparaît astucieuse dans la mesure où elle permet au pouvoir benaliste de brandir la menace d'un éventuel renvoi du porte-parole du PCOT derrière les barreaux⁷⁰.

66. « Appel du président de la LTDH pour la défense de la Ligue », <http://www.ltdh.org>.

67. « Deuxième rapport sur l'état des libertés en Tunisie : avril 2000-décembre 2001. Pour l'indépendance de la justice », <http://www.cnl98.org>.

68. Florence Beaugé, « Violences et confusions à Tunis au procès de l'opposant Hamma Hammami », *Le Monde*, 5 février 2002.

69. La réélection en France du président Jacques Chirac, qui s'est toujours montré compréhensif à l'égard de son homologue tunisien, ne semble pas étrangère à l'inflexibilité du pouvoir benaliste.

70. Abdeljabbar Madouri, ainsi que Ammar Amroussia sont élargis en compagnie de quatre autres détenus, anciens dirigeants du mouvement islamiste Ennahda, à l'occasion du quinzième anniversaire de l'arrivée du président Ben Ali au pouvoir.

La focalisation médiatique sur l'affaire Hamma Hammami ne doit pas occulter le procès du jeune « cyber-résistant », Zouhayr Yahyaoui. Arrêté le 4 juin par les forces de police après plusieurs mois de traque informatique⁷¹, ce dernier connu sous le pseudonyme d'*Ettounsi*⁷² est condamné le 10 juillet par la Cour d'appel de Tunis à deux ans de prison ferme pour diffusion de fausses nouvelles et utilisation frauduleuse de lignes de connexion à Internet (*Dépêche AFP*, 10/07/2002). Dès novembre, à la demande de son avocate, maître Radhia Nasraoui, se constitue un comité international de soutien à Zouhayr Yahyaoui sous la présidence de Monseigneur Jacques Gaillot, afin d'obtenir sa libération⁷³.

Par ailleurs, l'interdiction faite à Sadri Khiari, Mokhtar Yahyaoui, et Kamel Jendoubi⁷⁴ de voyager, aboutit à la création par quelques militants de gauche⁷⁵ du « Comité article 13 pour la défense du droit des citoyens à circuler librement hors des frontières de leur pays ». Ce « Comité article 13 » va se saisir du cas emblématique de Sadri Khiari et publier plusieurs communiqués à la fin de l'année. Depuis juillet 2000, ce militant d'extrême gauche, artiste-peintre, membre fondateur du CNLT et du RAID-Attac est empêché de quitter le territoire tunisien⁷⁶. En fait, depuis juin 2001, date à laquelle il a récupéré son passeport confisqué par les autorités, Sadri Khiari n'a jamais reçu de convocation du juge d'instruction pour lui signifier les poursuites et l'éventuelle interdiction de sortie dont se prévaut la police des frontières. Entravé dans sa liberté de circulation, le militant se trouve dans l'impossibilité de soutenir sa thèse de doctorat de science politique à Paris, dont la date initiale avait été fixée par son jury au printemps 2001⁷⁷.

Cette chronique non exhaustive du harcèlement policier mené à l'encontre de personnalités ou d'associations n'hésitant pas à afficher leur opposition frontale au régime s'inscrit dans le cadre de la préparation des

71. Zouhayr Yahyaoui s'était fait connaître en juillet 2001 en diffusant, le premier, sur le Web, la lettre ouverte de que son oncle, le juge Mokhtar Yahyaoui venait d'adresser au chef de l'État pour dénoncer l'absence totale d'indépendance de la magistrature en Tunisie.

72. Le tunisien.

73. *Tunis News*, n° 925, 28 novembre 2002, <http://www.tunisnews.net>.

74. Kamel Jendoubi est fondateur et président du Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT). Résidant en France, il s'est vu confisqué son passeport par les autorités consulaires tunisiennes de Paris lorsqu'il en a demandé le renouvellement le 9 mars 2000. Le 21 mars de la même année des poursuites judiciaires sont ouvertes contre lui pour justifier la décision de lui retirer son passeport. Le juge d'instruction a pris cette décision sans même l'entendre. Son organisation, le CRLDHT qui milite auprès des Tunisiens exilés de la région parisienne a été à l'origine de pétitions et de campagnes de solidarité avec des personnalités persécutées par le pouvoir politique. Quant au juge Mokhtar Yahyaoui, pour l'autoriser à voyager, on exige qu'il mette à jour son passeport en indiquant une autre profession que celle de magistrat. L'objectif est de faire reconnaître à ce dernier comme légitime la révocation arbitraire dont il n'a reçu d'ailleurs aucune notification officielle. Voir « Comité article 13 pour la défense du droit des citoyens à circuler librement hors des frontières de leur pays », Communiqué reproduit in *Tunis News*, n° 914, 19 novembre 2002, <http://www.tunisnews.net>.

75. On compte parmi les fondateurs Omar Mestiri, membre fondateur du CNLT, Soubhayr Belhassen, journaliste et membre du comité directeur de la LTDH, Larbi Chouikha universitaire, Halima Jouini, membre de l'ATFD et Bochra Belhadj Hamida, avocate et ancienne présidente de l'ATFD.

76. Communiqué n° 3 du Comité Article 13, 21 novembre 2002, *Tunis News*, n° 916, 21 novembre 2002, <http://www.tunisnews.net>.

77. Communiqué du Comité Article 13, 20 novembre 2002, *Tunis News*, n° 915, 20 novembre 2002, <http://www.tunisnews.net>.

prochaines échéances présidentielles. L'activisme de quelques dizaines de militants de gauche et des droits de l'homme a écorné le « mythe de l'unanimité » élaboré par les thuriféraires du pouvoir benaliste. Les fissures qui apparaissent dans la « démocratie consensuelle », chère au président Ben Ali, concernent également des institutions dont le potentiel oppositionnel semblait avoir été neutralisé dans les années 1990. Par exemple, la centrale syndicale tunisienne, sous la houlette d'Ismâïl Sahbani, s'était officiellement alignée sur le discours unanime du chef de l'État. Or, depuis son éviction, les membres de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), partisans de l'autonomie à l'égard de l'État, n'hésitent plus à se faire entendre.

Le congrès extraordinaire de l'UGTT à Djerba : un désir d'émancipation ?

La centrale syndicale tunisienne tiraillée par ses contradictions constitue le « maillon faible du réseau des agences de pourvoir. Le leadership syndical est confronté aux protestations des militants syndicaux récusant l'alignement politique et aux tensions sociales générées par la libéralisation économique »⁷⁸. Le congrès extraordinaire de Djerba qui s'est déroulé les 7, 8 et 9 février a traduit en partie les tensions traversant la centrale syndicale. Officiellement, il avait pour objet l'élection d'un nouveau bureau exécutif, un an et demi après la démission du secrétaire général Ismaïl Sahbani, que la justice avait condamné par la suite pour détournement de fonds. Il s'agissait également pour son successeur, Abdessalem Jerad, de légitimer son leadership contesté par les tenants d'une ligne autonome à l'égard du pouvoir politique. Les préparatifs du congrès avaient donné lieu à la formulation de critiques à l'égard du secrétaire général de la centrale⁷⁹, accusé d'avoir cautionné les errements de l'ex-secrétaire général, Ismaïl Sahbani. Au lendemain de « l'éviction » de ce dernier, Abdessalem Jerad avait développé un discours sur le nécessaire contre-pouvoir que devait constituer l'UGTT, tout en évitant de s'engager dans une logique de rupture avec le pouvoir présidentiel. Pour ce faire, il s'était associé le 15 juillet 2001 à une demande d'amnistie générale à l'égard des détenus d'opinion et avait multiplié les appels en faveur d'une presse libre et d'une solution négociée au problème de la LTDH.

Ce nouveau positionnement, en rupture avec celui de l'ancienne direction, n'a pas empêché l'affirmation de deux courants de contestation chez certains militants et responsables syndicaux. Le premier, principalement animé par Ali Romdhane, ancien membre du bureau exécutif national, et par Salah Zeghidi, ancien secrétaire général de la Fédération des banques et des assurances, a élaboré une « plate-forme syndicale pour la réhabilitation de l'UGTT ». Énonçant que le Congrès de Sousse de 1989 a contribué à faire de la centrale une organisation soumise à l'appareil d'État, les auteurs de la plate-

78. Michel Camau et Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire...*, op. cit., p. 224.

79. Ancien agent de la Société nationale des transports, originaire de l'île de Kerkennah comme Farhat Hached, et Habib Achour, Abdessalem Jerad a commencé sa carrière auprès de ce dernier. Promu, en 1989, secrétaire général adjoint chargé du règlement intérieur, il se positionne comme le second d'Ismâïl Sahbani.

forme affirment que le syndicat a abandonné son « rôle critique à l'égard des politiques gouvernementales dans le domaine économique et social » et son « rôle national en matière de défense des libertés publiques, de la démocratie et des droits de l'homme ». Ali Romdhane et Salah Zeghidi accusent notamment ceux qui président aux destinées de l'UGTT depuis 1989 d'avoir transformé les structures syndicales en « organes quasiment administratifs » gérés par des « fonctionnaires syndicaux » obéissant aux injonctions venues d'en haut⁸⁰. Aussi considèrent-ils que l'assainissement de la situation ne s'effectuera pas à la faveur d'un congrès extraordinaire organisé par la direction en place, mais passe par « un large débat autour de la situation de la centrale syndicale, sur les voies qui permettent sa reconstruction ».

De son côté, le second courant contestataire, animé par l'universitaire Mohamed Tahar Chaïeb, considérant que les structures de l'UGTT sont irréformables, appelle à la création d'une confédération démocratique du travail qui rallierait tous les militants opposés à une « inféodation » des syndicats au pouvoir politique et ouvrirait la voie au pluralisme syndical⁸¹.

Dans un tel contexte, régi officiellement par le slogan « Indépendance, démocratie et unité », le Congrès va revêtir une forme assez inhabituelle. Peu avant, le 28 janvier, la commission administrative décide, grande première, que les partis politiques et autres organisations n'y assisteraient pas pour les salutations d'usage (*Acb-Chourouq*, 29/01/2002).

Plus fondamentalement, le déroulement du Congrès a révélé « l'ambivalence de la conjoncture »⁸². Abdesslem Jerad, qui n'a pas osé proposer que le congrès apporte son appui à la candidature de Ben Ali aux élections présidentielles de 2004, préfère reporter la question devant la commission administrative dont la majorité lui est acquise⁸³. Celle-ci d'ailleurs, dans une motion votée le 7 mai, appellera « les travailleurs à participer massivement au référendum » du 26 mai sur la révision de la Constitution⁸⁴.

Hué par certains congressistes au moment de la lecture du message du chef de l'État, il n'a pas pu empêcher le Congrès d'adresser un message de soutien à la grève générale des avocats. Les délégués ont également adopté une motion politique insistant sur « l'enracinement et l'indépendance » de l'organisation et affirmant la nécessité pour elle « d'œuvrer avec les forces démocratiques au développement des libertés » (*Dépêche AFP*, 9/02/2003). Le secrétaire général s'est toutefois fermement opposé, appuyé en cela par les congressistes du RCD, à l'adoption d'une résolution exigeant l'amnistie générale, le soutien à la LTDH et l'indépendance de la justice⁸⁵.

80. « Plate-forme syndicale pour la réhabilitation de l'UGTT », *Alternatives citoyennes*, n° 5, 23 novembre 2001, <http://www.alternatives-citoyennes.sgdg.org/num5/synd-pf-p.html>.

81. Ridha Kéfi, « Jerad à la manœuvre », *Jeune Afrique*, 29 janvier 2002.

82. Voir « L'opposition émerge au sein de l'UGTT », *Courrier international/Nord-Sud Export*, 21 février 2002, <http://www.courrierinternational.com/Nord-Sud/nsc210202.htm>.

83. *Ibid.*

84. Voir le texte de la motion sur le site du RCD, http://www.rcd.tn/infos/Reforme_99.htm.

85. Le Congrès ne s'est pas déroulé sans incidents : outre les remous autour des communiqués de soutien, les portes de la salle de réunion ont été, au départ, fermées aux non-congressistes dont Ali Romdhane. Voir « Congrès extraordinaire de l'UGTT à Djerba », *Alternatives citoyennes*, n° 7, 20 février 2002, www.alternatives-citoyennes.sgdg.org/num7/dos-djerba-p.html.

L'enjeu principal du Congrès étant « l'autonomie de l'UGTT à l'égard de l'appareil d'État », la question de la démocratie au sein de la centrale a figuré au centre des préoccupations des opposants à la ligne d'Abdesslem Jerad⁸⁶. Quelques articles des statuts de l'organisation ont été modifiés pour permettre une rotation plus rapide des dirigeants de la Centrale. Désormais, selon le règlement intérieur, les membres du bureau exécutif et le secrétaire général ne peuvent pas prétendre à plus de deux mandats de cinq ans. Le secrétaire général a fait quelques concessions, mais certaines ambiguïtés n'ont pas été levées : l'article stipulant qu'une grève ne peut être légale sans l'autorisation du Bureau exécutif a été amendé, mais le nouveau texte qui renvoie aux fédérations sectorielles le droit de juger du caractère légitime ou « sauvage » d'une grève prévoit que la décision est prise par la direction du secteur concerné à une majorité des deux tiers⁸⁷ !

À l'issue du Congrès, Abdesslem Jerad est élu au poste de secrétaire général de l'UGTT avec 307 voix sur un total de 457 délégués. Outre Jerad, le bureau exécutif est composé de 9 de ses séides et de trois membres de la liste rivale menée par Ali Romdhane⁸⁸. Ce dernier arrive en deuxième position avec 279 voix recueillis, alors que le troisième courant « contestataire de gauche » n'a pu faire élire aucun de ses candidats (*Dépêche AFP*, 10/02/2003). La constitution de cette troisième liste est le résultat de la division au sein du courant des promoteurs de la « plate-forme » entre Ali Romdhane, prêt à faire des concessions pour réintégrer le bureau exécutif, et Salah Zeghidi et ses partisans qui considèrent que l'UGTT ne peut plus fonctionner « sans rompre radicalement avec un système construit sur la base de l'élection par le Congrès national d'un bureau exécutif pour une durée de 5 ans durant laquelle cet exécutif prend souverainement les décisions qu'il veut »⁸⁹. Ali Romdhane apparaît donc comme l'un des gagnants de ce Congrès dans la mesure où il a su négocier avec Abdesslem Jerad et les membres du précédent bureau exécutif son élection et celle de deux de ses soutiens⁹⁰.

Les divergences et les contestations syndicales se sont prolongées au-delà du Congrès de Djerba, montrant les difficultés de la direction de l'ugtt à neutraliser les protestations des militants dans les structures régionales du syndicat. « Ces initiatives de la base, souvent sans coordination avec la direction »⁹¹ ont pris un tour directement politique avec l'appel à l'organisation de manifestations par solidarité avec le peuple palestinien que les forces

86. Voir « L'opposition émerge au sein de l'UGTT », *op. cit.*

87. *Ibid.*

88. Il a pu présenter sa candidature au bureau exécutif, profitant ainsi de la mesure prise par le conseil national de décembre 2001 visant à geler les dispositions de l'article 11 des statuts de l'UGTT qui exigent des candidats du bureau exécutif d'assumer une responsabilité au sein de l'une des structures régionales ou sectorielles de l'UGTT. Voir Mohamed Salah Khriji et Sofiene Ben Hamida, « UGTT : ce qui s'est passé à Djerba », *Alternatives citoyennes*, n° 7, *op. cit.*

89. « Appel à l'opinion publique syndicale à l'occasion du congrès de l'UGTT », *Alternatives citoyennes*, *op. cit.*

90. La journaliste Nadia Omrane fait remarquer que la direction « sahaniste » a été reconduite presque aux deux tiers. Elle note également que les consignes régionalistes de vote ont joué en faveur de Sfax et du Nord-ouest par delà les clivages. On ne trouve aucun salarié du secteur privé dans le bureau exécutif constitué presque exclusivement de fonctionnaires et d'ingénieurs insérés dans des entreprises publiques. Voir « Congrès extraordinaire de l'UGTT à Djerba », *op. cit.*

91. Hatem Ben Aziza, « UGTT : turbulences », *Réalités*, n° 853, 2 mai 2002.

de police ont violemment réprimées⁹². Les diverses actions menées par les syndicats de base ont provoqué le rappel à l'ordre d'une direction nationale sentant ses troupes lui échapper.

La multiplication des actions hors des cadres légaux constitue un défi pour les institutions tunisiennes, gouvernants, opposition légale et syndicat compris. Le fonctionnement du régime politique a engendré une dépolitisation de la population qui, comme l'ensemble des manifestations de distanciation par rapport aux logiques institutionnelles, dissimule un sentiment de suspicion à l'égard des gouvernants. La méfiance des gouvernés a été propice à l'apparition des rumeurs concernant un éventuel coup d'État⁹³. Le développement d'un mécontentement populaire diffus, les difficultés économiques et sociales pourraient déboucher d'ici les prochaines échéances électorales sur une crise politique et sociale lourde de conséquences pour le pouvoir benaliste. Mais pour l'instant, nous en sommes encore « au stade du "mécontentement", de la "grogne", du "coup de colère", pas de l'opposition affirmée : c'est-à-dire de la prise de position et de l'engagement politique »⁹⁴. Il est tout à fait envisageable que cette « acceptation empreinte de scepticisme de l'ordre établi, caractéristique de la "citoyenneté négative"⁹⁵ puisse engendrer en situation de crise une violence polymorphe »⁹⁶. Dans une telle configuration, les revendications politiques et sociales ne s'expriment plus à travers les institutions et les individus considèrent l'État comme une entité complètement extérieure.

Annexes à la chronique politique Tunisie⁹⁷

Document 1. Intervention de Mohamed Harmel, secrétaire général du Mouvement Ettajdid, à l'occasion de la discussion à la Chambre des députés du projet de loi constitutionnelle portant sur l'amendement de certaines dispositions de la Constitution, Débats parlementaires, n° 33, session du mardi 2 avril 2002, p. 1797-1798 (extraits).

(...) Nous avons été surpris, M. le Premier ministre, par l'absence de dialogue et de consultation, exception faite à la Chambre des députés où la consultation s'est malgré tout limitée aux points les moins importants de la réforme de la Constitution. Nous avons été surpris ainsi que l'opposition démocratique, et plus encore, nous avons été choqués par cette décision surprenante qui a consisté à saisir le dernier numéro de la revue *Al-Tariq al-jadid* alors qu'il conviendrait d'ouvrir l'espace du dialogue à toutes les opinions, fussent-elles

92. Ligue tunisienne de défense des Droits de l'homme, *Tunis News*, n° 682, 31 mars 2002, <http://www.tunisnews.net>.

93. D'aucuns pensent à ce propos que l'accident d'hélicoptère qui, le 30 avril 2002, a coûté la vie au général Abdelaziz Skik et a décimé l'état-major de l'armée de terre aurait été téléguidé par le Palais de Carthage.

94. Sadri Khiari, *Tunisie, le délitement de la cité...*, *op. cit.*, p. 13.

95. Michel Camau, « L'Etat tunisien de la tutelle au désengagement. Portée et limite d'une trajectoire », *Maghreb-Machrek*, n° 103, janvier-mars, 1984, p.23.

96. Mohamed Abdelhaq et Jean-Bernard Heumann, « Oppositions et élections... », *op. cit.*, p. 40.

97. L'ensemble des documents est traduit de l'arabe par l'auteur de la chronique.

divergentes et qu'il faudrait discuter dans un espace contradictoire avec une opposition sérieuse, responsable et constructive, comme la nôtre. Dans une période cruciale où se joue le destin de la démocratie, du pluralisme, et des partis, nous n'avons obtenu, jusqu'à ce jour, non seulement aucune information sur les raisons de la saisie de notre organe de presse, pas plus que sur l'article ou les termes qui dans ce numéro ordinaire ont provoqué la saisie. Cela nous permettrait d'éditer un nouveau numéro d'où serait exclu l'article en question (...).

M. le Premier ministre, je pense qu'apporter une solution à la hauteur des enjeux démocratiques de notre pays ne réside fondamentalement ni dans un changement de la Constitution, ni dans le maintien en l'état d'un texte constitutionnel ancien, ni de manière générale dans les textes de loi seuls. Le problème dans notre pays se rapporte à la pratique qui est parfois plus importante que les textes eux-mêmes. Les textes garantissent de nombreuses libertés dont la pratique ne permet pas toujours la mise en application. Combien de fois la pratique s'est-elle trouvée en contradiction avec les textes concernant les libertés ! La saisie d'*Al-Tariq al-jadid* entre tout à fait dans ce cadre. Nous exigeons, avant tout chose, que la pratique concorde avec les textes afin de contribuer au développement d'une vie politique pluraliste sortant du cadre étroit dans lequel elle s'inscrit et qui ne permet pas de faire évoluer les relations entre la majorité politique et la minorité, le pouvoir et l'opposition d'une part et entre l'État et la société d'autre part. Nous exigeons que les textes ordinaires comme les textes constitutionnels garantissent l'existence de telles relations et élargissent les espaces de pluralisme dans tous les domaines : la presse, les élections, le traitement de l'opinion adverse, l'opposition. La réforme garantit la liberté de la presse et la libre expression de l'opinion, mais quant à la pratique... Dans le texte, de nombreux aspects ne soulèvent aucun problème de fond. On peut citer les articles se rapportant à l'expression des libertés publiques et privées et du pluralisme. Le problème réside dans les pratiques. Et c'est la raison pour laquelle nous exigeons un assainissement du climat politique. D'autres problèmes comme la fermeture des perspectives de changement dans le pays, le mûrissement de la société, le développement et l'ambition des élites surgissent. Ces divers aspects se rapportent à la destinée des institutions, aux déséquilibres entre les pouvoirs exécutif et législatif, au rôle du député présentant des propositions de loi, aux enjeux liés à l'alternance au pouvoir. Concernant toutes ces dimensions nous avons des réserves, voire des différends.

Nous pensons et nous avons peur que la réforme constitutionnelle ne contribue pas à nous orienter vers une nouvelle étape de démocratie et de pluralisme élargis concordant avec l'ensemble des changements de la société, des élites, de l'état d'esprit et des représentations. La Tunisie et son peuple sont à l'écoute d'un monde qui les influence. C'était ce que je voulais vous dire en toute franchise, en toute loyauté et avec tout le sérieux et la responsabilité qu'il convient. Merci.

**Document 2. Communiqué du bâtonnier de l'Ordre des avocats.
Le Conseil de l'ordre des avocats
Palais de justice
Tunis le 3 décembre 2002**

Le Conseil de l'ordre des avocats a appris que le ministère de la justice avait décidé de recevoir et d'établir le dialogue avec les représentants des

sections régionales de l'Ordre. Ceux qui ont suivi les derniers événements ayant affecté la profession d'avocat connaissent la véritable signification de l'organisation de ces rencontres avec les dirigeants des conseils d'administration des sections régionales, sous prétexte de dialogue et de négociations.

Dans le discours prononcé à l'occasion de l'anniversaire du 7 novembre, le chef de l'État avait affirmé qu'il était nécessaire d'accélérer la réforme de la profession d'avocat. De tels propos avaient suscité d'importants espoirs chez les avocats et dans leurs institutions représentatives de voir dépassée la crise qui les affecte. L'Ordre des avocats avait accueilli favorablement cette initiative et s'était empressé d'envoyer une lettre au ministère de la Justice afin d'organiser des réunions de travail ayant pour objectif de mettre au point les détails pratiques d'une réforme qui le concerne au premier chef.

Pourtant, notre demande n'a pas attiré l'attention du ministère de la Justice qui a pris l'initiative contraire de prendre contact avec les sections régionales de l'Ordre, sous prétexte de les consulter et de dialoguer avec elles ! Ceci se produit dans une atmosphère délétère de tension en raison de la présence d'hommes de main du pouvoir lors de l'examen en appel de la plainte déposée contre l'Ordre. Cette situation tendue est également due à la multiplication d'accusations non fondées et au lancement d'une nouvelle campagne de presse visant l'Ordre et le Conseil de l'ordre sous prétexte de sa politisation et de la négligence de ses devoirs.

Les objectifs scélérats des plans élaborés par le pouvoir apparaissent clairement : il s'agit de porter atteinte à la représentativité du Conseil de l'ordre qui pourtant a été consacrée par la loi et de battre ainsi en brèche l'unité des avocats avec un projet visant à les diviser. C'est ce projet qu'avait, ces dernières années, déjà agité le pouvoir et auquel s'était opposé l'ensemble des avocats.

Le bâtonnier attire l'attention de tous ses collègues sur le danger que représentent les initiatives prises par le ministère de la Justice et qui vise à frapper l'unité de la profession et la représentativité du Conseil. Il appelle les avocats à s'opposer à ses plans tout comme il convie l'ensemble des forces de la nation, les organisations d'avocats, les associations des droits de l'homme de par le monde à soutenir les avocats tunisiens et à se tenir à leur côté dans ces circonstances difficiles.

Le bâtonnier
Béchir Essid

**Document 3. Rapport de la « commission des libertés »
de l'Association des journalistes tunisiens (AJT) sur « la situation
de la liberté de la presse en Tunisie 2000-2002 » (Extraits).
Tunis, le 3 mai 2002.**

1. La dimension politique, législative et structurelle

Le secteur des médias constitue un champ complexe et divers dans lequel interviennent largement des données politiques et législatives qui façonnent ses institutions et lui donnent ses caractéristiques. Nous ne pouvons étudier la réalité de la presse que si nous prenons connaissance des

différentes dimensions de cette intervention et [nous] confrontons la situation politique, les dispositions légales et législatives à la pratique journalistique.

1.1 La dimension politique

Au niveau politique de nombreuses initiatives ont été prises et de nombreuses opinions ont été exprimées. Elles ont servi la liberté de la presse et constituent un appel à la faire progresser. Elles permettent également d'écarter toutes restrictions au travail journalistique.

La disparition du secrétariat d'État à l'information constitue une première étape. Il en est de même de la création d'un ministère des Droits de l'homme, de la Communication et des Relations avec la Chambre des Députés, le 17 novembre 1999, dans le cadre des mesures politiques qui visent à libérer les médias et à lier la liberté d'expression aux droits de l'homme de manière générale.

Le chef de l'État a affiché dans son discours du 7 novembre 2000, des positions soutenant les journalistes tunisiens ainsi que la liberté de la presse et des médias dans le pays :

« Il est tout naturel que nous ayons des médias bénéficiant de la plus grande attention et qui prennent des initiatives leur permettant de jouer un rôle dans le renforcement du processus démocratique dans notre pays et dans la consolidation de la société civile. On attend d'eux qu'ils diffusent une image réelle de notre pays et qu'ils accompagnent les changements de notre société. Nous avons veillé, à travers toutes les mesures et réformes que nous avons engagées en faveur des médias, à procurer le meilleur environnement possible aux professionnels du secteur pour qu'ils jouent leur rôle en toute liberté et sans entraves à l'exercice de leur activité... » (...).

Et pourtant, la réalité quotidienne de la profession montre malheureusement un écart considérable entre le discours politique officiel et la réalité de la pratique professionnelle qui n'atteint pas le niveau auquel le chef de l'État et la profession aspirent.

Force est de constater que cette contradiction entre le discours politique libéral à propos des médias et une pratique qui contribue à réprimer la liberté de la presse, d'opinion et d'expression ne relève pas seulement du pouvoir. Bien que le pouvoir porte la plus grande responsabilité de la situation, de nombreuses formations de l'opposition politique et certaines organisations de la société civile, en dépit de leurs appels réitérés en faveur de la liberté des médias et du renforcement de la liberté d'expression, n'acceptent pas toujours les critiques qui leur sont adressées par les journalistes dans leurs articles d'informations et d'analyse. Elles n'hésitent pas parfois à intervenir auprès des directeurs de presse pour qu'ils fassent pression sur les journalistes (...).

1-3 La dimension structurelle

(...)

1-3-5 L'Agence tunisienne de communication extérieure (ATCE)

Cette agence, créée en vertu de la loi n° 76 du 7 août 1990, est un établissement public à caractère industriel et commercial qui possède par

conséquent la personnalité civile et l'indépendance financière. L'Agence contrôle les programmes envoyés à l'étranger tout comme elle procure de l'aide aux correspondants de presse étrangers lorsqu'ils viennent en Tunisie pour exercer leur métier.

L'Agence rassemble et analyse les informations des médias étrangers portant sur la Tunisie. Elle œuvre également à maintenir les liens culturels et sociaux des émigrés avec leur pays à travers les médias. L'ATCE remplit également une fonction de propagande qui lui a été clairement prescrite lors de la discussion du projet de loi portant sur sa création.

L'Agence bénéficie de facilités particulières comparées aux autres établissements du même type concernant l'approbation de ses dépenses. En effet, la directive 2240 du 28 décembre 1990 exonère l'Agence d'une approbation par écrit des dépenses se rapportant à ses activités spécifiques jusqu'à un plafond de 50 000 dinars pour une opération menée sur le territoire tunisien et de 100 000 dinars pour une opération conduite à l'étranger.

Bien que la fonction de l'Agence soit, selon la loi, de « coordonner l'ensemble des actions publicitaires visant à mieux faire connaître la Tunisie à l'étranger », la circulaire n° 1 du Premier ministre, en date du 3 janvier 1991, fait obligation à tous les annonceurs publics, les ministères et autres organismes publics de soumettre leurs annonces à l'ATCE qui se charge de les distribuer à la presse sous prétexte qu'elle est le représentant officiel de l'État, ce que ne prévoit pas la loi portant sur la création de l'Agence (...).

2. La réalité de la pratique professionnelle

(...)

2-2 Les violations des droits des journalistes

Les journalistes sont victimes de pressions et de pratiques qui violent leur droit d'effectuer leur mission. Ces pratiques les handicapent pour faire passer leur message et les placent entre le marteau des hauts responsables et l'enclume d'un lectorat qui ne vit pas ces pressions et qui attribue aux journalistes la responsabilité de la détérioration et de l'absence de crédibilité des médias nationaux.

2-2-1 L'interdiction faite aux journalistes de couvrir les événements

L'interdiction faite aux journalistes de couvrir les événements et donc de jouer leur rôle est considérée comme une des plus importantes violations de l'exercice de la profession.

À l'occasion des inondations qui se sont déroulés à Bousalem, la presse nationale, plus particulièrement celle du secteur privé, a essayé de couvrir les événements. Les journalistes se sont heurtés sur place à la rareté des renseignements et au fait que les responsables des autorités locales leur dissimulent les informations. Même au niveau central, les journalistes n'ont pas pu présenter aux citoyens tunisiens des informations précises et rapides. Il est étrange que certains responsables aient protesté contre la publication par la presse nationale d'informations peu précises sur les inondations, alors que le

délégué de Bousalem Nord a refusé de répondre aux journalistes qui ont pris contact avec lui.

Lors du procès de Hama Hammami et à deux occasions, le 9 mars 2002 et le 30 mars 2002, les forces de sécurité postées devant le palais de justice ont empêché les journalistes d'entrer dans le tribunal pour couvrir les audiences, bien qu'ils aient présenté leurs cartes professionnelles. On leur a demandé, afin de justifier cette interdiction, de présenter un badge de l'ATCE. En revanche, les correspondants des médias étrangers, ainsi que les observateurs étrangers présents en Tunisie pour suivre le procès, ont pu sans difficulté entrer à l'intérieur du tribunal et suivre le déroulement de l'affaire. L'Association est intervenue le 9 mars 2002 et a envoyé un message urgent au ministre de l'Intérieur aux fins de l'informer que plusieurs collègues journalistes avaient subi des tracasseries et que les forces de sécurité leur avaient interdit l'entrée de la salle du tribunal, à la différence des correspondants étrangers. L'Association a affirmé son attachement aux droits des journalistes tunisiens de remplir leur mission sans avoir à subir diverses des brimades. L'AJT a demandé au ministre de l'Intérieur d'agir en leur faveur et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la répétition de telles pratiques.

On a également interdit aux journalistes de couvrir l'explosion de la synagogue sur l'île de Djerba. Certains d'entre eux n'ont pas pu, durant les premiers jours qui ont suivi l'explosion, s'approcher de l'édifice religieux. Ceux qui ont tenté d'exercer leur métier ont constaté l'existence d'interventions auprès des directions de leurs employeurs afin de leur interdire de publier leurs enquêtes et articles.

Force est de constater que les pratiques empêchant les journalistes de remplir leurs missions ne sont pas seulement l'apanage des organes officiels. En effet, certaines organisations et partis politiques de l'opposition ont recours à ce genre de pratiques, notamment lors de la tenue de leur congrès et de leur comité central où sont discutés des problèmes et agendas sujets à polémiques virulentes.

Cela n'empêche pas les médias nationaux d'opérer un *black-out* sur de nombreuses activités et actions des organisations non gouvernementales et des partis politiques de l'opposition, soit sur instruction, soit, de manière servile, du propre chef de certains hommes de médias en vue de « prévenir les dangers » ou de satisfaire et courtiser les responsables.

2-2-2 L'incarcération des journalistes

Bien que leur nombre ne soit pas très important, quelques collègues ont été arrêtés ces deux dernières années. Même si l'incarcération ne dépasse pas quelques heures ou quelques jours, l'arrestation d'un journaliste constitue dans notre pays une violation de la liberté de la presse et de l'information qu'il convient de dénoncer et de condamner.

Notre collègue Sihem Bensedrine a été emprisonnée à la fin du mois de juin 2001 à son arrivée à l'aéroport, alors qu'elle revenait de l'étranger après avoir participé à un débat sur la chaîne de TV basée à Londres, *Al-Moustaqilla*. L'AJT a publié un communiqué daté du 29 juin 2001, dans lequel elle réaffirme la position des journalistes tunisiens qui appellent à la suppression

des peines d'emprisonnement pour délits d'opinion. Dans ce communiqué l'AJT considère que l'arrestation de Sihem Bensedrine est une mesure qui est en contradiction avec son droit à l'expression et appelle à sa mise en liberté. Par ailleurs, notre collègue Hédi Yahmed a été arrêté le 9 mars 2002 pendant une demi-heure par les forces de sécurité après que celles-ci lui ont interdit l'accès à la salle du tribunal pour couvrir le procès d'Hama Hammami. L'Association est intervenue auprès du directeur des forces de la sécurité nationale pour qu'il soit libéré immédiatement.

Le dossier le plus important à ce sujet demeure celui du journaliste tunisien Taoufik Ben Brik qui a vu son passeport confisqué et a été interdit de déplacement à l'étranger dans le courant du mois de mars 2000. Cette situation a provoqué une véritable crise de plus de deux mois, à la suite de laquelle les diverses mesures prises à son encontre ont été levées : on lui a rendu son passeport et on l'a autorisé à voyager à l'étranger. Cependant, les effets de cette crise sur l'image de la Tunisie ont été très négatifs.

Le 14 avril 2001, la journaliste tunisienne, Souhayr Belhassen, a été fouillée à son retour de l'étranger lors de son arrivée à l'aéroport. On a saisi ses documents tout en l'insultant de manière ignominieuse. La police a refusé de rédiger le procès verbal de l'agression.

Il faut aussi évoquer un événement unique en son genre : la tentative de meurtre perpétrée contre notre collègue Riyad Ben Fadhel après que ce dernier a publié un article critique dans le journal français *Le Monde*. Étant donnée la gravité de cette affaire, qui heurte toutes les traditions et les pratiques en cours en Tunisie, le chef de l'État est intervenu en personne pour dénoncer de tels actes. Sa rencontre avec notre collègue blessé a été diffusé à la TV sous la rubrique des « activités présidentielles ». L'enquête concernant cette affaire est toujours en cours.

2-3 Les restrictions imposées à la presse

La presse subit des pressions qui ont un effet négatif sur les journalistes, de manière particulière, et sur les employés du secteur, de manière générale. Elles ont des conséquences sur l'ensemble des médias.

2-3-1 L'interdiction faite à presse étrangère d'entrer sur le territoire national

La censure et le passage au crible des journaux étrangers avant de leur donner l'autorisation d'être distribués constituent un élément fondamental des restrictions imposées à la presse (...).

2-3-2 L'interdiction et la saisie de la presse nationale

On signalera que la pratique visant à interdire et à saisir la presse nationale n'est pas très répandue depuis le début des années 1990. Mais cela ne signifie pas que sa marge de liberté se soit élargie. Bien au contraire, les institutions concernées ont réussi à mettre au point des moyens plus efficaces pour censurer la presse. Ils leur permettent d'éviter de recourir à la justice et d'affronter les critiques.

L'hebdomadaire *Al-Maouqif*, organe de presse du PDP, a dû faire face à des incidents qui l'ont empêché de paraître. Contrairement aux habitudes, le propriétaire de l'imprimerie a exigé d'être rétribué immédiatement en raison de la non-impression du journal. Les propriétaires du journal *Al-Maouqif* pensent que les autorités sont intervenues auprès du patron de l'imprimerie pour empêcher le journal de paraître.

Le numéro de mars 2002 de la revue *Al-Tariq al-jadid*, organe de presse du *Mouvement Ettajdid*, a été saisi à l'imprimerie. Le mouvement a dans un communiqué désapprouvé une telle mesure qui est, en contradiction avec les procédures juridiques mentionnées dans le code de la presse. La motion générale adoptée par le 21^e Congrès de l'Association des journalistes tunisiens qui s'est tenu le 30 et le 31 mars 2002 a exprimé sa solidarité avec la presse qui a été saisie ou a cessé de paraître. Elle exige que la saisie ou l'arrêt d'une publication de presse ne relève pas des compétences de l'administration mais de la Justice.

2-3-3 Les pressions exercées sur la presse

La presse est soumise à des pressions pour publier des articles non signés qui sont, la plupart du temps, des réponses à des organisations nationales ou internationales qui ont affiché une position critique. Ces articles, dont ne connaît ni l'auteur ni la source, manquent de professionnalisme et ne respectent pas la charte de déontologie de la profession journalistique. Ils répondent également à des articles, des communiqués, et des prises de position qui n'ont pas été publiés par la presse nationale.

Par ailleurs, la presse est soumise à des pressions pour ne pas publier des articles ou des communiqués d'organisations non gouvernementales ou de partis politiques de l'opposition, notamment quand ces documents sont critiqués à l'égard du pouvoir. Cela concerne plus particulièrement les communiqués du PDP, de la LTDH, d'Amnesty international, et l'ATFD, organisations dont on a interdit ou tronqué les communiqués. La presse nationale opte pour la publication sélective des communiqués de certaines organisations et partis chaque fois que le sujet ne porte pas à polémique avec le pouvoir.

2-3-4 Une presse privée des annonceurs publics

Un des plus importants moyens de pression utilisés contre la presse est constituée par les annonces publicitaires publiques que l'ATCE se charge de distribuer sans aucun critère objectif. La presse qui la satisfait obtient de nombreuses annonces publicitaires.

Le magazine de TV 7 *sur 7* a cessé de paraître faute d'avoir obtenu des annonces publicitaires pendant une longue période, ce qui a rendu sa situation financière intenable (...). En réalité, la manne publicitaire publique est un moyen de faire pression sur n'importe quel organe de presse en fonction des circonstances.

3. Les médias audiovisuels

Si la presse écrite tunisienne est sur le déclin, comme nous l'avons déjà montré, les médias audiovisuels, en dépit de leur énorme influence sur une

partie du peuple tunisien et de l'image qu'ils donnent à l'étranger, sont dans une situation bien plus mauvaise. En effet, jusqu'à aujourd'hui, ils n'ont pas bénéficié d'une réforme en profondeur tenant compte de la maturité du peuple et les mettant au niveau de développement du pays. C'est la raison pour laquelle une grande partie des spectateurs regardent les chaînes de TV satellitaires analogiques et numériques qui leur permettent de rechercher des informations justes ou tout au moins sans équivalent localement. Près de la moitié de la population déserte chaque nuit le pays grâce à la télécommande. Les téléspectateurs tunisiens partent à la recherche de connaissances et de distractions que ne fournissent ni la radio ni la TV nationales (...). Ce faisant, il existe un danger de schizophrénie chez le téléspectateur et l'auditeur tunisiens puisqu'ils ne voient pas leur image à la TV et n'entendent pas leur voix à la radio.

Les Tunisiens travaillent durement en Tunisie, mais au début de la nuit, ils rêvent et étanchent leur soif de connaissances, d'informations et de distractions dans d'autres pays sur d'autres chaînes de TV satellitaires « privées » dont les objectifs peuvent contredire les intérêts du pays. Par exemple, lorsque la chaîne *Al-Jazira* a cessé d'émettre en mode analogique et est passée en mode numérique, le spectateur tunisien a pris peur et s'est jeté sur les appareils de réception numérique qui ont connu une rupture d'approvisionnement sur le marché tunisien. Le fait que les spectateurs tunisiens continuent de suivre les programmes d'*Az-Zitouna* et d'*Al-Moustaqilla* n'est pas la preuve de la valeur de ces deux chaînes, mais plutôt l'expression de la perte de confiance dans les chaînes nationales : Canal 7 et Canal 21 (...).

3-2 Recrutement, directives et langue de bois

Les médias audiovisuels tunisiens expriment uniquement le point de vue officiel. Par voie de conséquence, une telle situation contredit les principes et les valeurs de la profession. Ces médias recrutent des journalistes sans critères objectifs, obéissent aux directives qui leur sont données et pratiquent la langue de bois.

Par exemple, des responsabilités sont données dans les bulletins d'informations en fonction de critères sans lien avec les compétences journalistiques. Comment expliquer par exemple qu'un grand responsable de la TV tunisienne, en dépit de ses attributions en matière de gestion des personnels et des programmes, trouve le temps pour être le correspondant d'un magazine arabe dans lequel il ne publie ni commentaires ni analyses mais couvre les événements comme n'importe quel autre journaliste (...).

La langue de bois et les directives écrasent les professionnels à chaque fois qu'ils tentent de créer les conditions d'un débat comme l'a exigé, à plusieurs occasions, le chef de l'État. Les dossiers sont « ficelés » avant d'être diffusés. Cette méthode s'apparente à une forme de censure (...).

La situation à la radio est équivalente à celle de la TV. Les présentateurs des bulletins d'informations sont les mêmes qu'à la TV, à quelques exceptions près. À la radio comme à la TV, la langue de bois et la flagornerie sévissent jusque dans les rencontres sportives, les programmes pour enfants et les programmes culturels. Tel est le cas des commentaires du matin que des plumes n'ayant rien à voir avec la profession, si ce n'est dans le maniement des adjectifs élogieux, cautionnent.

3-3 *Le black-out*

Le problème des médias audiovisuels ne se limite pas aux choix de recrutement, aux directives données aux journalistes, à la flagornerie et à l'utilisation de la langue de bois. Il réside également dans l'occultation de certains événements nationaux très importants pour les citoyens tunisiens. Il convient d'évoquer à ce propos les cérémonies de l'enterrement du président Habib Bouguiba, placées sous l'autorité du chef de l'État, en présence de dirigeants et de délégations étrangères. En effet, on s'attendait à ce qu'elles soient diffusées en direct. Le black-out de la TV sur cet événement montre à quel point les téléspectateurs et les auditeurs ont été méprisés. Pendant les cérémonies, la TV a diffusé des documentaires sur les animaux sauvages et des programmes enregistrés sans intérêts, n'ayant rien à voir avec l'événement (...).

4. Internet

Internet a ouvert de larges horizons à la diffusion de l'information dans plusieurs régions du monde, de manière plus libre et plus rapide. En Tunisie, Internet a permis à de nombreux militants des droits de l'homme et aux médias, ainsi qu'aux citoyens tunisiens, de manière générale d'accéder à un espace véritable d'expression de leurs opinions et positions (...). Certains ont tenté de lancer une presse électronique tunisienne sur Internet à l'instar du magazine *Kalima* de Sihem Bensedrine, et d'*Alternatives citoyennes* de Nadia Omrane. Internet constitue une occasion pour les Tunisiens de prendre connaissance des informations, des prises de position, et des opinions de différentes composantes de la société civile à travers divers sites Web. Par exemple, ils ont pu lire la lettre du juge Mokhtar Yahyaoui adressée au président de la République.

Pourtant, les ciseaux du censeur sévissent également sur Internet en empêchant l'accès aux sites des organisations des droits de l'homme internationales ou tunisiennes, parce qu'ils présentent des opinions critiques à l'égard du pouvoir (...).